

SPECIAL EDITION

INDIAN NEWS

CAJ IA 59 I54 V.>



STORAGE

561/G/13

Vol. 23 No. 2

May 1982 Indian and Inuit Affairs Program

ISSN 0019-6029



Dave Ahenakew unhappy with title "president" — prefers "Chief of the Assembly of First Nations."

Ahenakew crushes opponents

By Robert LaFontaine

PENTICTON, B.C. — David Ahenakew of Saskatchewan was elected president of the Assembly of First Nations here April 21.

The fledgling organization, formerly known as the National Indian Brotherhood, gave Ahenakew overwhelming support. In a stand-up vote on the second ballot, he received 259 votes of the 309 cast.

British Columbia's Arthur Manuel collected 50 votes on the second ballot — up two from the first vote — after Ahenakew's main contender incumbent NIB president Del Riley received just 67 votes on the first ballot and withdrew from the race.

Earlier Ontario's Fred Kelly withdrew from the contest even before the first ballot was cast, saying he would support Ahenakew.

The other two candidates, Clive Linklater and Sykes Powderface, NIB vice-president since 1980, were also out of the race after the first ballot results.

The day after his election, Ahenakew told Assembly delegates he was unhappy with the title "president", preferring to be addressed as "Chief of the Assembly of First Nations." Late that afternoon, the Assembly passed a resolution making the change of title official.

Technically, Ahenakew will be president of the NIB until it is phased out July 1.

The main issues facing the assembly are the Canadian constitution and ironing out the kinks that are part of every new organization, said Ahenakew.

The Assembly met to elect a new executive and to reconstruct and rename the old NIB. It is now called the Assembly of First Nations. Instead of the Provincial and Territorial Organizations dominating, control has instead been passed to the chiefs of the 575 bands across Canada.

"The chiefs are taking control. They have distinct ability and knowledge. It has always been there, now they're taking control," said a pleased Ahenakew. "They want to control their own destiny."

The former 10-year president of the Federation of Saskatchewan Indians will be taking a hard line stance on the constitutional issue. "The Canadian government has always had a policy of assimilation. What we're saying is enough is enough."

Provincial premiers, he said, seem to be more sympathetic to native issues. "I find the premiers in the provinces to be very concerned. They seem to be in a position to have an awful lot more to say," said Ahenakew.

Eastern provinces boycott AFN

By Danny David

PENTICTON, B.C. — Tensions that surfaced between east and west at the Assembly of First Nations may be more serious than first realised.

It was the Eastern chiefs that boycotted the election at the Assembly because, as Quebec Chief Max Gros-Louis said, "I don't have the right to

vote anymore. So ... I'm leaving."

"We're going to start organizing right away to form our own organization," Alphonse Metallic, chief of the Restigouche Micmac Band of Quebec, said. "We're going to set up, elect our own leaders, and then we'll affiliate with the National Indian Brotherhood (NIB)."

"The NIB will not be representing the eastern provinces," he added, "I believe that another election will be called in about six months. I think this election was just a kangaroo election."

The provinces of the Atlantic region are: Quebec-Labrador, Nova Scotia and Newfoundland, New Brunswick and P.E.I.

Prior to the elections, the rebellious eastern provinces had presented their position to the assembled chiefs with Graydon Nicholas, president of the Union of New Brunswick Indians, delivering the message.

"Because the present structure doesn't accommodate us, it is impossible for us to participate in the election of a national president," Nicholas said.

"We want the issue cleared

before the election," he added, "so there is no misleading information."

In a presentation by a delegation of Atlantic provinces, serious concerns were expressed on equal east-west representation, neglect of eastern needs, and the restructure of the NIB from an organization of organizations into an organization of chiefs.

(continued on page 3)



Strategy planning before walk out.

Canada

et du Nord Canada

Affaires Canada



Affaires indiennes et du Nord Canada

Indian and Northern Affairs Canada



Dave Ahenakew prend le titre de Chef de l'APN

Ahenakew élu chef

par Robert LaFontaine

PENTICTON, C.-B. — David Ahenakew, de la Saskatchewan, a été élu ici président de l'Assemblée des Premières Nations, le 21 avril.

Cet organisme, qui était auparavant connu sous le nom de Fraternité Nationale des Indiens, a accordé son soutien le plus total à Ahenakew. Dans un vote, non pas à main levée, mais à pied levé ou ceux qui étaient d'accord devaient se dresser, il a reçu 259 votes au deuxième tour, sur un total de 309.

Arthur Manuel, de la Colombie-Britannique, en a recueilli 50 lors du deuxième tour de scrutin — deux de plus qu'au premier tour — immédiatement après le principal rival d'Ahenakew, Del Riley, président actuel de la FNI qui, lui, a hérité de 67 votes au premier tour de scrutin, pour se retirer ensuite de la course.

Un peu plus tôt, M. Fred Kelly, d'Ontario, refusait de se présenter comme candidat déclarant qu'il soutenait Ahenakew.

Les deux autres candidats, MM. Clive Linklater et Sykes Powderface, vice-présidents de la FNI depuis 1980, ont été éliminés de la course après le premier tour de scrutin.

Le lendemain de son élection, Ahenakew a dit qu'il n'aimait pas son titre de "président", préférant qu'on l'appelle le "Chef de l'Assemblée des Premières Nations". Plus tard dans l'après-midi, l'Assemblée passait une résolution pour officialiser ce changement de titre.

Techniquement, Ahenakew sera président de la FNI jusqu'à sa dissolution.

Selon Ahenakew, les principales questions auxquelles l'Assemblée devait faire face étaient la Constitution (canadienne) et la solution des problèmes qui font partie de toute nouvelle organisation.

L'Assemblée s'est réunie pour élire un nouveau bureau exécutif ainsi que pour restructurer et donner un nouveau nom à l'ancienne FNI. Elle a maintenant le nom d'Assemblée des Premières Nations. Les organisations provinciales et territoriales ne dominent plus, le contrôle étant passé aux mains des chefs des 575 bandes du Canada.

"Les chefs prennent les rênes. Leurs compétences et leurs connaissances sont uniques, et ils les ont toujours eu. Maintenant ce sont eux qui mènent les choses."

L'ancien président de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan pendant dix ans adoptera une ligne dure sur la question constitutionnelle. "Le gouvernement canadien a toujours prôné une politique d'assimilation. Nous disons maintenant que assez c'est assez. Si nous allons à Fredericton, nous irons pour discuter des problèmes. Nous n'irons pas là pour négocier et perdre nos droits."

Boycott par l'Est

par Danny David

PENTICTON, C.-B. — Les tensions qui ont fait surface entre l'Est et l'Ouest à l'Assemblée des Premières Nations sont peut-être plus graves que l'on ne pensait au début.

Ce sont les provinces de l'Atlantique qui ont boycotté les élections à l'Assemblée parce que, comme le disait le chef québécois Max Gros-Louis "je n'ai plus le droit de voter. Donc... je pars."

"Nous allons commencer immédiatement à nous organiser pour former notre propre organisme" a dit Alphonse Métallic, chef de la bande québécoise des Micmacs de Restigouche. "Nous allons nous organiser, élire nos propres chefs et ensuite nous nous affilierons à la Fraternité Nationale des Indiens (FNI)."

"La FNI ne représentera pas les provinces de l'est" a-t-il ajouté. "Je crois qu'il y aura une autre élection dans six mois environ. Celle-ci était juste de la frime."

Les provinces de la région de l'est sont: le Québec, le Labrador, la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard.

Avant les élections, les provinces rebelles de l'Est avaient

présenté leur position aux chefs, et Graydon Nicholas, président de l'Union des Indiens du Nouveau-Brunswick a livré le message:

"Étant donné que la structure actuelle ne nous convient pas, nous ne pouvons pas participer à l'élection d'un nouveau président national" a-t-il annoncé.

"Nous voulons que la question soit claire avant l'élection" a-t-il ajouté "de façon à ce que tout le monde comprenne bien".

Un exposé de la délégation des provinces de l'Atlantique a fait ressortir les graves préoccupations concernant la représentation égale de l'Est et de l'Ouest, la négligence à l'égard des besoins de l'Est et la restructuration de la FNI, qui passerait d'un organisme représentant les organisations à un organisme de chefs.

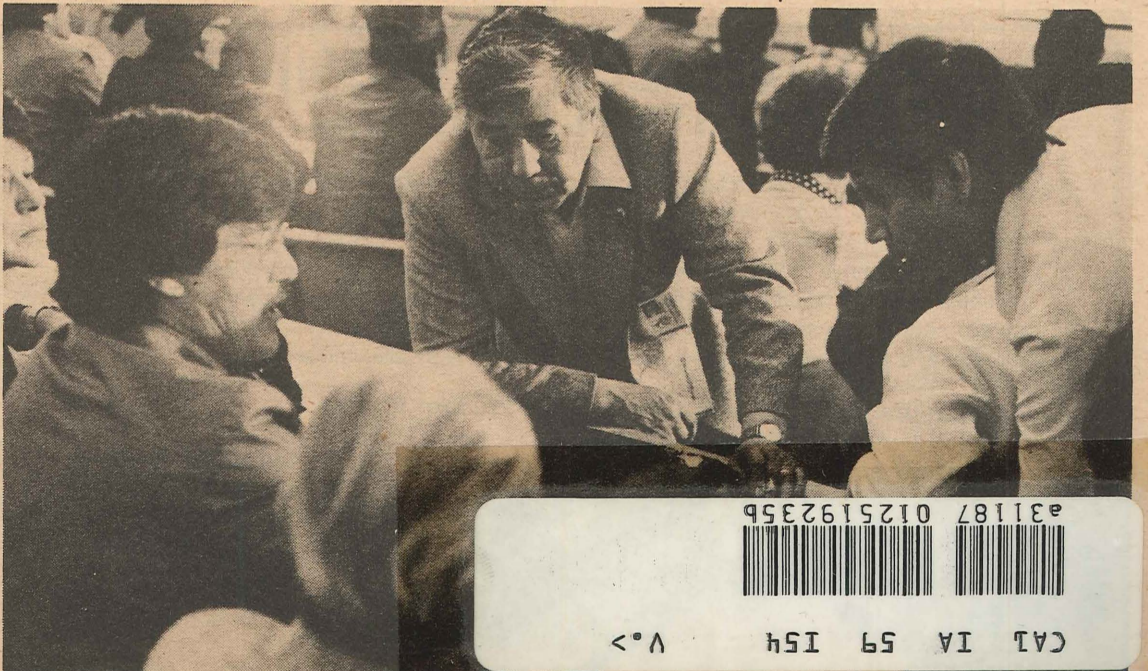
En vertu du nouveau plan, l'Est perdrait la moitié de son pouvoir de vote dans chaque province et il serait regroupé en une seule région, dotée d'un seul vice-président. Cela formerait la région de l'Atlantique.

Après un long débat, l'Assemblée a adopté une résolution à l'effet qu'il pourrait exister des vice-présidents distincts pour certaines combinaisons de provinces, à savoir

un vice-président pour le Québec et le Labrador, un autre pour le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard et un troisième pour la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve.

Une autre des préoccupations que l'Est a exprimée visait la représentation insuffisante de chaque province pour justifier un vote pour le vice-président ou le président.

(suite à la page 3)



La stratégie est planifiée avant le boycott



CAI IA 59 VI TVC <V

Assembly of First Nations created

By Rob Belfry

PENTICTON, B.C. — Thirty minutes.

This is the time the National Indian Brotherhood (NIB) General Assembly took to replace its organization with the Assembly of First Nations (AFN).

The April 22 announcement ended three years of constant struggle to make the national Indian political body an organization that truly takes its orders from Canada's chiefs.

In the past, the NIB has been accused of listening and being accountable only to its Provincial and Territorial Organizations (PTOs) while ignoring chiefs.

But the switch to the AFN should change all that. As of July 1, the official date of transition decided by Canada's chiefs here in an AFN resolution, the PTOs will be technically blocked from power in the top two executive tiers of the AFN structure. But that decision is controlled by chiefs.

Unlike the old NIB, the new structure will contain an internal secretariat or administrative arm. The NIB will remain incorporated to enable the AFN to qualify for some government funding because the current AFN is not incorporated and can't qualify for funds.

This corporate entity will be kept staffed to support the three arms of the AFN.

Like the old NIB, the new structure has three decision-making bodies: the AFN, the Confederacy of Nations and the Joint Executive Council (JEC). The top body, the AFN, decides which issues the organization acts on; the second, the Confederacy, implements AFN decisions, and the JEC takes orders from both.

Each of the three new groups replaces a former NIB decision-making body. The

AFN takes over the role and position of the NIB General Assembly, the Confederacy replaces the NIB Executive Council and the JEC replaces an interim NIB body called the Joint Council.

In each case there are subtle differences between the replacements and the replaced.

For example, the AFN takes over the roles and functions of the NIB General Assembly, but the AFN has more representatives who are of a different breed.

They will still be the only members of the national organization allowed to vote in executive elections, but the 575 AFN delegates have to be chiefs — every chief in Canada. Their forerunners were PTO members — one from each PTO for every 5,000 Indians it represents.

In the second level, differences are more pronounced. The Confederacy will have more members than the NIB Executive Council, and it will have more responsibilities.

The NIB Executive Council was a body composed of the NIB executive — the president and vice-president — and the presidents of each of the 17 PTOs. Its only function was to react to its superior, the General Assembly.

The Confederacy of Nations, however, will contain the AFN executive — the national chief and his seven vice-presidents — five elders and 36 chiefs chosen on a regional basis. Allowing one chief for every 10,000 Indians in each province, the Council of Chiefs gave Ontario the most delegates, seven. B.C. was given six Confederacy members. Manitoba and Saskatchewan, five each, Alberta, four, while the two northern territories and the four Maritime provinces got one representative each.

Quebec, which complained

bitterly, was given only three representatives.

Charles Wood, the interim Council of Chiefs chairman whose council developed the new structure, said the new executive was expanded to include regional vice-presidents in order to better represent the people in each region at the national level. The original Council of Chiefs' proposal was four vice-presidents, one for B.C. and the two northern territories, one for the three prairie provinces, one for Ontario, which has the largest Indian population, and one for Quebec and the Maritimes.

But the Assembly had different ideas, and after intense debate, it was decided the AFN should have seven vice-presidents. B.C. will get its own, the Yukon and the Northwest Territories will share one, the three prairie provinces will share one, Ontario will get one, and Quebec will get one. One vice-president will represent New Brunswick and Prince Edward Island and another will represent Nova Scotia and Newfoundland.

In addition to the responsibilities of its predecessor, the Confederacy will be forming an Indian parliament. Its members will be given portfolios on specific issues to monitor and will be required to create Indian policy on their portfolio. Members will also shadow their white government counterparts in a watchdog capacity.

In the case of the JEC, however, the only difference will be in numbers. This AFN arm will be exactly the same size, and of the same representation, as the NIB's Executive Council — the AFN executive and the presidents of each PTO. The replaced interim NIB Joint Council, however, was made up of the NIB executive and the PTO presidents plus the 36 members of

the Council of Chiefs and the 16-man Elders Council.

The JEC is the lowest on the structural totem, and will be required to react to both the AFN bodies above it.

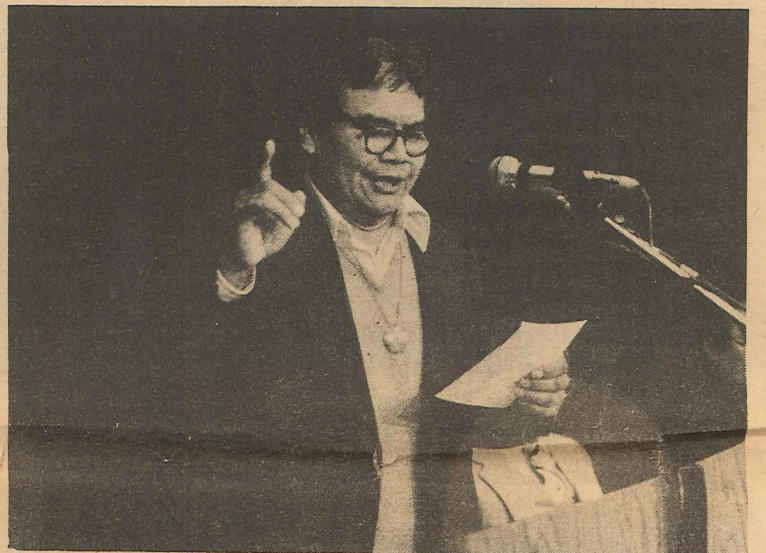
Finally, the NIB executive and the AFN executive have one thing in common. On organizational flow charts,

both have been placed beneath the three decision-making bodies.

This has been done to show the organization's feeling that the executive can't be allowed to act without direction from its members whether they are chiefs or, as in the past, PTOs.

In this case almost nothing has been changed.

Manuel backs NIB's demise



By Lynne Jorgensen

PENTICTON, B.C. — Phasing out the National Indian Brotherhood is a "good idea" former president George Manuel said in his keynote address to the Assembly of First Nations here in late April.

"For a long time our people have been demanding a greater degree of involvement (in the decision-making process)," he told the gathering of more than 400 chiefs from all over Canada.

"Foremost, we are here to try to develop a structure which will satisfy the goals and interests of our people across the country." It is important, he said, to involve ordinary people in these national meetings, not only chiefs.

Forced to retire from politics through illness, Manuel told the crowd he was nervous, not having faced such a "dignified audience" for a long time. Gradually, though, he's regaining the ability to walk and speak with authority after suffering a stroke last summer.

He spoke slowly, with occasional pauses to collect his thoughts. But the passion that has long been a hallmark of his speaking style was still evident.

Patriation of the constitution means it will be easier for the federal and provincial

governments to eliminate Indians as separate legal and cultural entities, he warned. In addition, many Indian people have "disappeared into the white man's corporate structure."

"The land that was ours by every natural and international law was stolen from us by European powers," Manuel said, pointing out this seizure cannot be justified by those countries under the Law of Nations.

The principles of international law that regulate relations among European powers should also apply to Indian nations — though this has never happened, he said.

One of the big dilemmas facing Indian leaders is the fact they have two masters, Manuel said. "One is Indian people who vote for chiefs and councillors; the other is the government itself."

"When you take funds directly from any department of the government, it is clear that you have two masters."

"Dozens of people have gotten fat from (this process), but the fact is our people are starving," he said with some of his old fire in his voice.

"If we really believe in our rights, then we've got to take them. Take the hunting rights, the trapping rights. If we really believe we have sovereignty, then we must take it."

INDIAN NEWS SPECIAL EDITION

This special edition of Indian News has been produced in its entirety by graduates and students of the Program in Journalism for Native People (PJNP) from the University of Western Ontario.

Indian News is a free monthly newspaper published with the assistance of the Department of Indian Affairs. The newspaper is written and edited by Indian people and the opinions and statements within its pages are not necessarily those of the Department. Articles may be reproduced providing credit is given Indian News.

Special Editors: John McHugh and William Morley

Editor:
Howard Bernard

Assistant Editor English
Rob't Belfry

Assistant Editor French
Yves Assiniwi

Indian News
Ottawa, Ontario. K1A 0H4
phone (819) 994-1226

Les chefs commandent l'APN

par Rob Belfry

PENTICTON, C.-B. — Trente minutes.

C'est le temps qu'il a fallu pour remplacer la Fraternité Nationale des Indiens (FNI) par l'Assemblée des Premières Nations (APN) lors de l'Assemblée générale.

La décision du 22 avril met fin à trois années de lutte constante pour faire du corps politique national des Indiens un organisme qui prend vraiment ses ordres des chefs du Canada.

Dans le passé, la FNI avait été accusée de n'écouter et de ne relever que de ses Organismes provinciaux et territoriaux (OPT), ignorant ainsi les chefs.

Mais le passage à l'APN devrait changer tout cela. À partir du 1er juillet, date officielle de la transition que les chefs du Canada ont décidé ici dans une résolution passée en bonne et due forme, les OPT sont techniquement empêchés de prendre le pouvoir aux deux niveaux exécutifs supérieurs de la structure de l'APN.

Cependant, il y a une échappatoire, qui permet aux chefs de désigner leurs remplaçants lors des conférences de l'organisme. Mais cette décision est également sous la main-mise des chefs.

Tout comme dans le cas de l'ancienne FNI, le nouvel organisme comporte trois corps de décision: l'APN, la Confédération des nations et le Conseil exécutif mixte (CEM). L'organisme supérieur, l'APN, décide des questions sur lesquelles agit l'organisation; le deuxième, la Confédération, met en oeuvre les décisions de l'APN, et le CEM reçoit les ordres des deux premiers.

Cependant, contrairement à l'ancienne FNI, la nouvelle structure contiendra un secrétariat interne qui s'occupera des questions administratives. La FNI restera incorporée pour permettre à l'APN de se quali-

fier pour des financements gouvernementaux, car l'APN n'est pas actuellement officiellement incorporée et ne peut pas obtenir de l'argent en vertu des règlements du gouvernement.

Cette entité corporative restera dotée de son personnel pour venir en aide aux trois bras de l'APN.

Chacun des trois nouveaux groupes remplace un ancien corps décisionnel de la FNI. L'APN hérite du rôle et du poste de l'Assemblée générale de la FNI, la Confédération remplace le Conseil exécutif de la FNI et le CEM remplace un corps intérimaire de la FNI appelé de Conseil mixte.

Dans chaque cas, il y a de subtiles différences entre le remplaçant et le remplacé.

Par exemple, l'APN hérite des rôles et des fonctions de l'Assemblée générale de la FNI, mais elle possède davantage de représentants qui sont de nature totalement différente.

Ce ne seront toujours que les seuls membres de l'organisme national qui auront droit de voter aux élections de l'exécutif, mais les 575 délégués de l'APN doivent être des chefs — autrement dit ce sont tous les chefs du Canada. Auparavant, c'était des membres des OPT — à raison de un pour chaque OPT pour chaque tranche de 5 000 Indiens représentés.

Au second niveau, les différences sont plus prononcées. La Confédération aura davantage de membres que le Conseil exécutif de la FNI et elle assumera également davantage de responsabilités.

Le Conseil exécutif de la FNI était un organisme composé de l'exécutif de la FNI — le président et le vice-président — et des présidents de chacune des 15 OPT. Sa seule fonction consistait à réagir devant son supérieur, l'Assemblée générale.

Cependant, la Confédération des nations englobera l'exécutif de l'APN — le chef national et ses sept vice-présidents — cinq anciens et 36 chefs choisis selon une base régionale. En permettant un chef pour chaque 10 000 Indiens dans chaque province, le Conseil des chefs a donné à l'Ontario le plus de délégués, soit sept. La Colombie-Britannique a ainsi acquis six membres à la Confédération, le Manitoba et la Saskatchewan cinq chacun, l'Alberta quatre, tandis que les deux Territoires du Nord-Ouest et les quatre provinces des Maritimes ont pu nommer un représentant chacun.

Québec, qui s'est vivement plaint, n'a pu avoir que trois représentants.

Après un intense débat, on a décidé que l'APN devrait être représentée par sept vice-présidents. La C.-B. aura le sien, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest en partageront un, de même que les trois provinces des Prairies, l'Ontario en aura un et le Québec un autre. Un vice-président représentera le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, tandis qu'un autre sera élu pour la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve.

En plus des responsabilités de son prédécesseur, la Confédération formera un parlement indien. Ses membres devront gérer des portefeuilles sur des questions spécifiques.

Cependant, dans le cas du CEM, la seule différence réside dans le nombre des membres. Ce bras de l'APN aura exactement la même taille et la même représentation que le Conseil exécutif de la FNI — l'exécutif de l'APN et les présidents de chaque OPT. Le Conseil mixte intérimaire de la FNI qui a été remplacé était constitué de l'exécutif de la FNI et des présidents des OPT, avec en plus les 36 membres du Con-

seil des chefs et le Conseil des 16 anciens.

Le CEM se trouve au bas du totem hiérarchique et il faudra qu'il agisse en fonction des deux organismes de l'APN qui sont au-dessus de lui.

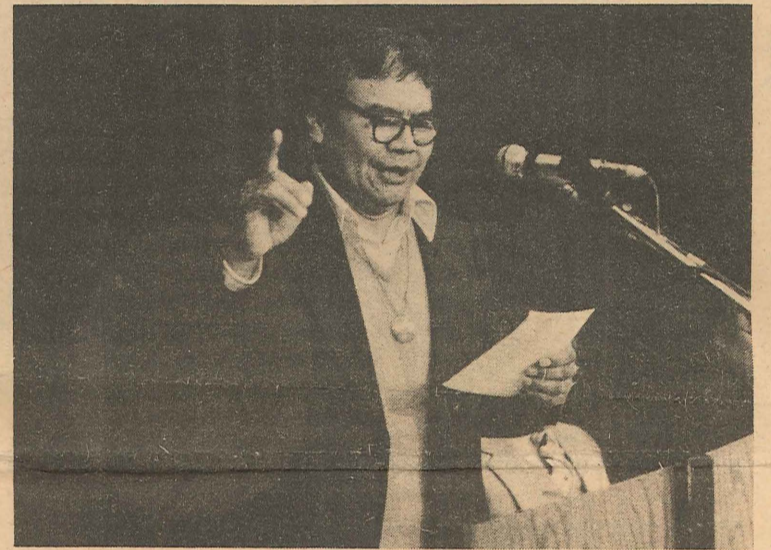
Finalement, les exécutifs de la FNI et de l'APN ont une chose en commun. Sur les organigrammes, les deux ont été

placés sous les trois corps qui prennent des décisions.

Cela a été fait pour montrer le sentiment de l'organisme, que l'on ne peut pas laisser l'exécutif agir sans la direction de ses membres, que ces derniers soient des chefs, ou comme par le passé, les OPT.

À ce point de vue là, presque rien n'a changé.

Le discours de G. Manuel



par Lynne Jorgensen

PENTICTON, C.-B. — Selon l'ancien président George Manuel, la fin de la Fraternité Nationale des Indiens est une "bonne idée". C'est ce qui ressort de son allocution devant l'Assemblée des Premières Nations qui a eu lieu ici à la fin avril.

"Notre peuple demande depuis longtemps une plus grande participation (au processus de décision)" a-t-il déclaré devant plus de 400 chefs qui étaient venus de partout au Canada.

"Nous sommes ici avant tout pour essayer de mettre au point une structure qui satisfiera les buts et les intérêts de notre peuple dans tout le pays." Il est important, a-t-il dit, de faire participer les gens ordinaires à ces rencontres nationales, pas seulement les chefs.

Obligé de se retirer de la politique pour cause de maladie, M. Manuel a déclaré à la foule qu'il était assez nerveux, car cela faisait longtemps qu'il ne s'était pas adressé à un "auditoire aussi distingué". Cependant, il retrouve petit à petit sa façon de marcher et de parler avec autorité après sa crise cardiaque de l'été dernier.

Il parlait lentement, en s'arrêtant de temps en temps pour mieux organiser ses pensées. Mais la passion qui a toujours transpiré dans ses

discours était manifestement là.

Le rapatriement de la Constitution signifie que les gouvernements fédéral et provinciaux pourront plus facilement éliminer les Indiens en tant qu'entité légale et culturelle distincte, a-t-il averti.

"Le pays qui était le nôtre selon toutes les lois naturelles et internationales nous a été ravi par les puissances européennes" de déclarer Manuel, faisant remarquer que la Loi des nations ne peut justifier une telle saisie.

Les principes du droit international qui régit les relations entre les puissances européennes devraient également s'appliquer aux nations indiennes — même si cela ne s'est jamais fait, a-t-il déclaré.

Un des grands dilemmes auxquels les chefs indiens doivent faire face est le fait qu'ils ont deux maîtres, a lancé M. Manuel. "L'un est le peuple indien qui élit ses chefs et conseillers; l'autre, le gouvernement proprement dit.

En conclusion, M. Manuel a déclaré: "Le Canada est Terre indienne. Si nous croyons réellement que nous sommes les premiers fondateurs de ce pays, alors il faut nous battre. Nous devons arrêter de parler. Nous avons déjà trop parlé; de nombreuses générations se sont éteintes et nous n'avons rien accompli.

NOUVELLES INDIENNES EDITION SPECIALE

Cette édition spéciale des Nouvelles Indiennes a été entièrement réalisée par des diplômés et des étudiants du Programme de journalisme pour les peuples autochtones (PJPA) de l'Université Western Ontario.

Nouvelles Indiennes est un mensuel libre, publié avec l'assistance du ministère des Affaires Indiennes. Cette publication est rédigée et éditée par des Indiens et les opinions et déclarations qu'elle contient ne sont pas nécessairement celles du Ministère. Les articles peuvent être reproduits à condition d'en mentionner la source: les Nouvelles Indiennes.

Rédacteurs spéciaux: John McHugh et William Morley

Rédacteur en chef: Howard Bernard

Rédacteur adjoint (anglais): Rob't Belfry

Rédacteur en chef adjoint (français): Yves Assiniwi

Nouvelles Indiennes
Ottawa (Ontario) K1A 0H4
Téléphone (819) 994-1226

Boycott

(continued from page 1)

Under the new plan, the east would lose half their voting power to each province, and they would also be lumped into one region with one vice president to share.

After a long debate, an assembly resolution was passed that would give separate vice presidents to combinations of provinces. These would be: Quebec and Labrador, one vice president; New Brunswick and P.E.I., one vice president; and Nova Scotia and Newfoundland would have one vice president.

Another of the concerns expressed by the east was that there was insufficient representation from each province to justify a vote for vice president or president. "We don't have twenty votes to have one of us (from Quebec) nominated as vice president," said Chief Metallic.

Quebec, which has 41 reserves, could only field 10 chiefs as delegates. It takes twenty chiefs to nominate a candidate in the election.

The province of Quebec, again, served as an example for the complaint by the Atlantic provinces about western neglect of eastern concerns. There was no translation actually available at the assembly for francophone delegates from that province.

"A lot of the chiefs (from Quebec) couldn't come because the language they work in is French," Nicholas said. "Promises were made that the NIB would accommodate them. It has not been done."

Concern was expressed on the floor of the assembly by several chiefs who wondered whether the east-west split would seriously affect the poli-



cies of the newly formed Assembly of First Nations.

Eugene Steinhauer, president of the Indian Association of Alberta, told the eastern provinces that "breaking away may destroy the efforts of the council of chiefs. What effect will this have on the constitution and our elections?"

Another chief said that delegates of the eastern boycott should "respect us as well. We're in the middle of an election."

Chief John Snow of Alberta told the assembly that "We have a motto: Ours to Build — Forward in Unity; I don't think we can be true to this until the problem is solved."

Yet, even after the assembly had given the eastern provinces separate vice presidents, the boycott remained in effect. Most of the Quebec and New Brunswick delegates had already boarded planes the next morning to fly back home.

Interim council dissolved

By Rob Belfry

PENTICTON, B.C. — The interim Council of Chiefs is dead.

In an interview three weeks before the Penticton Assembly of First Nations (AFN), Charles Wood, chairman of the interim council, said the organization has fulfilled its obligations and is ready to fade away.

The council came into being after a resolution was passed at the December 1980 Assembly of First Nations (AFN) in Ottawa. At that time, the 575 chiefs of Canada agreed that a special body be established to find a suitable design for a renewed National Indian Brotherhood (NIB). They wanted to "strengthen the concept of a national native voice," Wood said.

"The National Indian Brotherhood of current form did

serve needs of the day," he continued, in the interview done before the Penticton AFN carried off the restructure in late April. "But as the reserve leaders got more sophisticated they wanted more control."

In 1980, each of the NIB's Provincial and Territorial Organizations (PTOs) were asked to appoint members to a fledgling council of chiefs that would carry out the task of designing a new NIB structure.

Since then, Wood said, the council has been plagued with problems ranging from lack of proper funding, to not being given a firm structure to work from.

For example, he said, the Council's membership was "ideally" fixed at a total of 36 in the beginning. But as chiefs not affiliated with the NIB, and those across the country, be-

PTO's lose power

By Rob Belfry

PENTICTON, B.C. — The Provincial and Territorial organizations (PTOs) have lost their stranglehold on power within the National Indian Brotherhood (NIB).

A resolution at April's Assembly of First Nations (AFN) here has changed all that. The 15 PTOs have lost control of the NIB by being blocked out of the restructured organization's top two executive tiers — the AFN and the Confederacy of Nations.

Now, the PTOs perform their tasks at the direction of chiefs, and the chiefs even control the one loophole which could allow the PTOs some semblance of the power that was once their stock in trade, says the interim Council of Chiefs chairman Charles Wood.

"If the chiefs want them (PTO presidents) to represent them at these two levels that's still open," said Wood, whose council prepared the NIB's restructuring proposal.

Otherwise, he continued,

the provincial organizations will have to settle with the power they've retained in the two NIB working tiers — the Joint Executive Council and the AFN secretariat or administrative arm.

This change in the PTOs power came in a surprise resolution initiated by B.C. Chief Tom Sampson.

"It's not that we're against organizations," said Sampson, a member of the NIB affiliate Union of B.C. Indian Chiefs (UBCIC). "It's just that if we're truly restructuring the organization to represent the people then there is no room for the Provincial and Territorial Organizations."

"These organizations have to have a position somewhere," he continued, "but I think it should be in the secretariat section."

At first, no one seemed to grasp that Sampson was seriously attempting to depose the PTOs. Twice he was asked if that was his intention. After he said it was, he was asked to clarify that position three times.

The president of the Union of New Brunswick Indians, Graydon Nicholas, was sharply opposed to the change. "We believe very strongly in our provincial organization," he told delegates. "I think we should have that choice, that option, to have a provincial organization represent us."

However, another PTO president supported Sampson's motion. "As a chief," UBCIC president Bob Manuel said, "I want to have more direct direction of the national organization."

He further shocked the assembly by saying that chiefs come to the AFN to make decisions and "I think they shouldn't be influenced by leaders of a Provincial and Territorial Organization like myself."

The issue was settled by a delegates' vote. While only 40 per cent of the registered delegates actually participated, a majority of those present favored deposing the PTOs.

The final count was 132 for dumping the PTOs, 28 against.



(l. to r.) Max Gros-Louis, Alex Christmas, Graydon Nicholas.

gan to ask for membership, the initial total was allowed to fluctuate.

That proved to be a rule not an exception, Wood said; nothing about the council was ever firmly established. It wasn't given enough operating funds so members had to survive by "dipping into their own pockets."

The Council wasn't given any office space, and, its staff was "seconded" from the NIB.

In May of 1981, Wood and B.C. Cowichan Chief Dennis Alphonse, then council deputy chairman, begged the Quebec

AFN to firm up the rules governing the Council of Chiefs. In reply, the AFN changed the chiefs' mandate, firmly established until then.

Added to the responsibility of restructuring the NIB, the chiefs' council was also asked to work with the NIB Joint Council another interim body composed of the brotherhood's Executive and its Elders Council. It was to work on problems identified by the NIB General Assembly and identify solutions.

"That put a strain on our guys because they didn't expect that much involve-

ment," Wood said. "That (also) explains why our numbers have been fluctuating."

But the Council completed its original mandate. Working with what amounted to 21 different restructure proposals from PTOs over 2½ years, the Chiefs' Council came up with one structural proposal to be presented in Penticton.

When that was done, the Penticton AFN finally made one firm decision about the council: it decided that, on July 1, the interim Chiefs' Council will have no further mandate.

BOYCOTT

(suite de la page 1)

"Nous n'avons pas vingt votes pour faire élire l'un de nous (du Québec) comme vice-président" a dit le chef Métallic.

Avec ses 41 réserves, le Québec ne pouvait présenter que dix chefs délégués. Il faut vingt chefs pour nommer un candidat à l'élection.

De nouveau, la province de Québec a servi d'exemple à la plainte formulée par les provinces de l'Atlantique à propos de la négligence de l'Ouest à l'égard des préoccupations de l'Est. Aucun système d'interprétation n'était disponible à l'Assemblée pour les délégués francophones de cette province.

"Beaucoup de chefs (du Québec) n'ont pas pu venir parce qu'ils travaillent en français" a dit M. Nicholas. "On nous avait promi que le FNI s'en occuperait. Mais cela n'a pas été fait."

Plusieurs chefs qui assistaient à l'assemblée ont exprimé leurs préoccupations à l'égard de la séparation de l'Est et de l'Ouest, en se demandant si cela toucherait sérieusement les politiques de l'Assemblée des Premières Nations

M. Eugene Steinhauer, président de l'Association des Indiens de l'Alberta, a dit aux provinces de l'est que "le fait de se séparer pourrait détruire les efforts du Conseil des chefs. Quel effet cela aura-t-il sur la Constitution et sur nos élections?"

Un autre chef a dit que les délégués du boycott de l'Est devraient "nous respecter aussi. Nous sommes au milieu d'une élection."

Le chef John Snow d'Alberta a déclaré à l'assemblée que: "Nous avons un mot d'ordre.



"C'est à nous de construire — allons de l'avant la main dans la main"; je ne pense pas que nous pouvons vraiment y adhérer avant de résoudre ce problème."

Et pourtant, même après que l'assemblée eut accordé le droit aux provinces de l'est d'avoir des vice-présidents distincts, le boycott a continué. La plupart des délégués du Québec et du Nouveau-Brunswick étaient déjà dans l'avion le lendemain matin.

"Nous ne pouvons pas obtenir une représentation égale pour l'Est" a dit le chef Alex Christmas "donc, nous n'avons aucune raison de rester". M. Christmas est cependant resté comme observateur pas comme participant.

"Nous n'avons guère de choses à dire dans ce qui se passe" a convenu le chef Jean-Guy Whiteduck de Maniwaki. "Si le reste du Québec part, nous devons partir aussi."

Conseil dissout

par Rob Belfry

PENTICTON, C.-B. — Le conseil intérimaire des chefs est mort. Lors d'une entrevue trois semaines avant l'Assemblée des Premières Nations (APN) à Penticton, M. Charles Wood, président du conseil intérimaire a déclaré que son organisme avait rempli ses obligations et était prêt à être dissous.

Le conseil avait été créé par une résolution passée lors de l'Assemblée des Premières Nations (APN) de décembre 1980 à Ottawa. A ce moment là, les 575 chefs du Canada s'étaient convenus d'établir un organisme spécial pour trouver un modèle approprié pour une Fraternité Nationale des Indiens (FNI) renouvelée. Ils voulaient "renforcer le concept d'une voix autochtone nationale" a précisé M. Wood.

"Dans sa forme actuelle, la Fraternité Nationale des

Indiens a bien servi les besoins de son époque" a-t-il continué à dire dans l'entrevue qu'il a accordé avant que l'APN de Penticton n'adopte la structure fin avril. "Mais, étant donné que les chefs dans les réserves deviennent de plus en plus sophistiqués, ils voulaient davantage de contrôle."

En 1980, on a demandé à chacune des organisations provinciales et territoriales (OPT) de la FNI de désigner un membre qui siègerait au conseil des chefs dont la mission était de concevoir une nouvelle structure pour la FNI.

Depuis lors, a déclaré M. Wood, le conseil a connu toutes sortes de problèmes, allant du manque de financement à l'absence d'une structure assez solide à partir de laquelle il pouvait travailler.

Par exemple, a-t-il déclaré, le nombre de membres du

Les OPT perdent leur pouvoir

par Rob Belfry

PENTICTON, C.-B. — Les Organismes provinciaux et territoriaux (OPT) ont perdu la main-mise du pouvoir dans la Fraternité Nationale des Indiens (FNI).

Une résolution passée à l'Assemblée des premières nations (APN) qui a eu lieu ici en avril a changé tout cela. Dans la restructuration, les 15 OPT ont perdu le contrôle de la FNI en étant complètement éliminées des deux organismes exécutifs supérieurs — l'APN et la Confédération des nations.

Selon le président du Conseil intérimaire des chefs, Charles Wood, les OPT accomplissent dorénavant leurs tâches à la direction des chefs, et ceux-ci ont même le contrôle sur la seule échappatoire qui aurait permis aux OPT une ressemblance quelconque avec le pouvoir, contrairement à ce qui existait auparavant.

"Si les chefs veulent qu'ils (les présidents des OPT) les représentent à ces deux niveaux qui sont encore ouverts" de

déclarer M. Wood, dont le conseil a préparé la restructuration de la FNI.

Ce changement dans les pouvoirs des OPT est arrivé par surprise dans une résolution présentée par le chef Tom Sampson de la Colombie-Britannique.

"C'est n'est pas que nous sommes contre les organismes" déclare M. Sampson, membre de l'Union des Chefs Indiens de la C.-B. (UCIBC), affiliée à la FNI. C'est tout simplement que si nous devons vraiment restructurer l'organisation pour qu'elle représente le peuple, alors il n'y a pas de place pour les organismes provinciaux et territoriaux.

"Ces organismes doivent se retrouver quelque part", a-t-il précisé "mais je pense que cela devrait être dans le secteur du secrétariat".

Le président de l'Union des Indiennes du Nouveau-Brunswick, Graydon Nicholas, était farouchement opposé au changement. "Nous croyons très fortement dans notre or-

ganisme provincial" a-t-il dit aux délégués. "Je pense que nous devrions avoir ce choix, cette option, de nous faire représenter par un organisme provincial."

Cependant, un autre président des OPT a soutenu la motion de M. Sampson. "En tant que chef" le président de l'UCICB, Bob Manuel, a déclaré, "je veux avoir davantage de direction directe dans l'organisme national".

Il a un peu plus tard choqué l'assemblée en disant que les chefs viennent à l'APN pour prendre des décisions et "je pense qu'ils ne devraient pas être influencés par les chefs d'un organisme provincial et territorial comme moi."

La question a été réglée par un vote des délégués. Même si à peine 40 pour cent des délégués inscrits ont voté, la majorité de ceux présents était en faveur de disposer des OPT.

Le décompte final était 132 pour la disposition des OPT et 28 contre.



(g. à d.) Max Gros-Louis, Alex Christmas et

Graydon Nicholas

conseil avait été fixé "idéalement" à 36 depuis le début. Mais, au fur et à mesure que les chefs qui n'étaient pas affiliés à la FNI et bien d'autres à travers le pays ont commencé à demander leur adhésion, le chiffre du début a dû fluctuer.

Cela a été la règle et pas l'exception, de dire M. Wood; rien n'avait été fermement établi au sujet du conseil. Il n'avait pas assez d'argent pour fonctionner, de sorte que ses membres devaient survivre en "puissant dans leurs propres poches".

Le conseil n'avait aucun

bureau et son personnel était "détaché" de la FNI.

En mai 1981, M. Wood et le chef Dennis Alphonse des Cowichans de C.-B., qui était alors président adjoint du conseil, a demandé à l'APN du Québec de raffermir les règles qui régissaient le Conseil des chefs. Pour toute réponse, l'APN a changé le mandat des chefs, qui était pourtant fermement établi jusqu'alors.

Mais le conseil a malgré tout accompli son mandat original. Travaillant avec ni plus ni moins que 21 différentes propositions de restructuration de l'OPT au cours de deux ans et

deux, il est finalement arrivé à une proposition de restructuration qui a été présentée à Penticton.

Une fois cela fait, l'APN a enfin pris une ferme décision en décidant de la date à laquelle le conseil serait dissous.

Sur une résolution lancée par le chef Tom Sampson de C.-B., l'APN a demandé au Conseil mixte intérimaire, qui englobe le Conseil des chefs, de voir à la transition de l'organisme national de la FNI à l'APN.

Après le 1er juillet, le Conseil intérimaire des chefs n'aura plus de mandat.

The Ahenakew team's victory drive

By Robert LaFontaine

PENTICTON, B.C. — Dressed in a three-piece pin-striped suit, David Ahenakew looks more like an accountant than a politician.

The slightly visible wrinkles beneath brown plastic-framed glasses are not from age but from the high pressure life of an Indian politician.

At 48, Ahenakew is a master politician and "confident of winning" this election. He expressed this feeling the first day of campaigning, and anyone with a perception of native politics knew at that point he was the frontrunner in the elections for president of a revamped, restructured National Indian Brotherhood.

"I've know a lot of these guys for 10 or 12 years. There are a lot of new, dynamic personalities, but I've had good relationships with them and most of them know my work with the Federation," he said in a pre-election interview.

For 10 years he ruled the Federation of Saskatchewan Indians with a strong hand. He knows how to deal with petty jealousies that crop up in native organizations; he also knows patience in fighting the frustrating bureaucracies of government.



"My relationship with government and bureaucracies has always been somewhat strained, but they always knew where I stood," he said with a trace of a smile. "We made progress in education, the programming, our whole standard of living. The people are more aware of the issues."

Eighteen more hours of gut wrenching, foot slogging, political campaigning and a winner will be declared. Like all other hopeful candidates, Ahenakew will comb the convention corridors wooing prospective delegates.

Ahenakew is one of the few who is guaranteed a nomination. The names of 20 chiefs are needed for nomination, and looking for familiar faces and old political allies is the name of the game. Like other NIB elections, discussions took place in the corridors, while confirmation will come on the floor.

The Penticton Peach Bowl

Convention Centre is the site for the NIB election. "At the last First Nations conference, the chiefs requested that we have the next meeting in British Columbia," explained Charles Wood, Chairman of the Interim Council of Chiefs.

"Vancouver was too expensive. We were also considering Hazelwood but Penticton seemed to be ideal, cost-wise.

"The last conference in Quebec City cost \$750,000," said Wood. "This year we started out without a dollar. That's the reason for all the raffles, we're hoping to make some money out of the social events. We've also applied to the Department of Indian Affairs for some funding but so far we haven't received a response."

Sandy Lake is bush country, but there is also some good farming land in this small community 60 miles west of Prince Albert. It is Ahenakew's home. Wise in the ways of the world, he joined the army at 17, married at 18, and retired after 16 years in military service, rising to the rank of sergeant. He was stationed in Egypt and spent more than a year fighting in the Korean War.

"You seem to get a better view of the world when you travel. I looked around and saw the trouble Indian people were in. I became more and more aware of the plight of Indian people," he said. He has a grade 12 education, but says his is "education by experience." He was awarded the Order of Canada in the late 1970's and the University of Regina has honored him with an Honorary Doctor of Laws degree.

Quietly he continued to campaign in the main hall of the convention centre. "I think I have a good chance of getting support from the western provinces, Saskatchewan, Alberta and Manitoba. The

Yukon and the Northwest Territories also seem to be supporting me, and maybe I'll get some votes from the Maritimes," he said in an interview.

"There is a need for social legislation; there is a need for the full application of all our rights as well as policy changes and programs changes," he said as he walked confidently through the corridor. "These are bread and butter issues. My people know that I will never compromise our rights or the rights of our children."



Organization is one of Ahenakew's strong points. He has assembled one of the most sophisticated political organizations in the history of native politics. Noel Starblanket, himself a former NIB president, has spent two decades in politics, and the Saskatchewan delegation, totally committed to Ahenakew, is

well disciplined and politically aware.

Together they are virtually unbeatable.

Drum beats echo through the red carpeted hallway. The Union of British Columbia Indian Chiefs are demonstrating once again their intangible unity. "We don't need your constitution..." the battle song of Chief Robert Manuel heightens the mood. Only 1 1/2 years ago, the Indian Constitutional Express marched into a similar meeting in

Fredericton we have to go there to discuss, not negotiate. Canada will not be allowed to get away with stripping away our rights." He mentioned condemnations by the Russell Tribunal in Geneva and the United Nations. "The world community will be watching. Canada cannot afford another black eye."

For the observers, delegates and political junkies the excitement is beginning. Del Riley, incumbent president, still has a lot of support; Ontario and the east could go to him.

Former NIB vice-president, Clive Linklater is picking up some of the undecided vote, right across the country. In his speech he said the lack of power base is a definite disadvantage. "People say I cannot win because I don't have a power base." He came last in the first ballot with 10 votes.

Sykes Powderface, NIB vice-president since 1980, also threw his hat into the ring. "I feel I know and respect the responsibilities of this office." He too is defeated on the first ballot, getting 26 votes.

Spokesmen for the Maritimes and Quebec aren't satisfied with receiving one vice-president in a proposed restructuring plan, and they left the conference. They are persuaded over lunch hour to return but their stance remained the same.

They argue that a lot of the Quebec chiefs cannot speak English and translation services, promised them in Quebec City, have not been provided. Also, only 10 of 39 Quebec chiefs are present. Regional differences are cited for the need for more representation.



Assembly of First Nations candidates.



Ahenakew being sworn in.

After much debate, it was decided that instead of the four vice-presidents proposed, a more realistic number would be seven. "We're not a renegade organization," said New Brunswick's Graydon

Nicholas. "We will support the national organization 100 per cent on national issues."

It was an issue that transfixed delegates and media alike. "What about the east-west split?" was the most-

asked question following the elections, and it was the focus of media attention.

In political terms, however, it probably hurt Riley most. As Starblanket said in an interview: "Riley was the one that lost votes when Quebec and the Maritimes refused to vote."

Out in the lobby just prior to the election Ahenakew continued to campaign. "There is a provision in the Canadian constitution for negotiations," he said in an interview. "We've provided them (Ottawa) with solutions but they're not ready to listen and it has reached an impasse. It is a fact that the courts are going to be defining Indian rights. It is also a fact that governments have always practiced a policy of assimilation."

After two long days of being bombarded with promises and rhetoric the delegates are getting ready to vote. Fatigue is noticeable in every face. After rumors and motions, it is decided to have the candidates for president make short statements. "What are we

going to vote for?" shouted one disgruntled delegate, "good looks." Laughter.

In a cool deliberate style, candidate Arthur Manuel of B.C. said, "we must discard backroom deals and petty horsetrading. The issues that we face are more important than old boy politics."



Fred Kelly.

Round face, short and stocky, he has the classic Manuel presence.

"Partisan politics is not the solution. It is the problem." He probably made a few people uncomfortable, but then politicians are pretty thick-skinned. On the first ballot he received 48 votes.

Slick and well rehearsed,

Riley was betting on his record. He promised more power to the chiefs and the proof was in the room. His record in the constitution battle was not good. He received 67 votes in the first ballot and withdrew. "He's a smart politician. He withdrew gracefully," said Starblanket.

Fred Kelly from Ontario withdrew even before the first ballot throwing his support strongly behind Ahenakew. "He knew he didn't have the numbers," said Starblanket.

The first ballot vote was in. Anxious to leave and get it over with, a motion was passed for a stand-up vote on the second ballot. An eerie quiet settled over the room. Ahenakew . . . the vote was in.

Manuel . . . once again his British Columbia supporters hung tough. In the face of massive defeat they once again stood up, silent, brooding, to support their leader. Intangible unity. Awesome. It was all over.

Ahenakew, with 259 votes, had won.

Former leaders falter

Powderface fails

By Joanne Wetelainen

PENTICTON, B.C. — Sykes Powderface never expected to help lead the National Indian Brotherhood (NIB) in 1980.

Referring to his first win as NIB vice president, he said "I was pulled off my tractor and seated in the office."

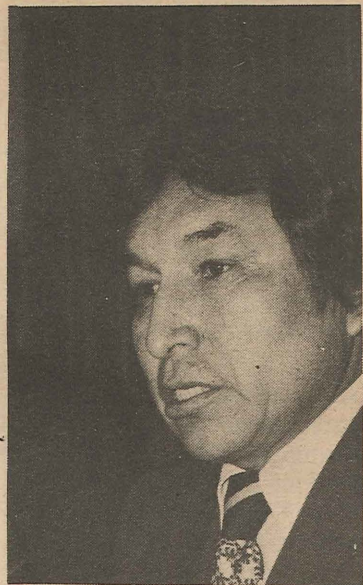
But in April, 1982, the 49-year-old Albertan rancher was in the running again, this time for the national organization's office of president.

Powderface has been in Indian politics for 16 years. His first involvement in 1964 was assisting in "The Indians and the Law" study in Alberta. From then to the time he was elected NIB vice president, Powderface held a variety of positions, ranging from local band administration to serving on the board of the Indian Association of Alberta on three separate occasions.

Why did Sykes Powderface decide to run for president of NIB? "Well," he said, "the philosophy is pretty simple, the government will terminate Indian people if we don't work together for protection of treaty and aboriginal rights" and he adds, "I'm well aware of ways to protect those rights."

If I win", he said, "I will con-

tinue to support and strengthen the NIB by establishing a working relationship with the regional vice-presidents and the chiefs." He said "there must be a two way communication if we are going to establish real communication and understand our relationship to one another."



When the ballots were counted, Powderface had just 26 votes. But he didn't appear visibly disappointed. He simply said, "Now I can go home and get a good night's sleep."

Before the election, he said, "If I lose, I won't be disappointed, it's the chief's choice. I'll just look back and be thankful, and look forward to the future and being involved again. . . I will continue to support Indian people. The enemy hasn't changed. . . it's still the white government."

Riley retired

By Joanne Wetelainen

PENTICTON, B.C. — Even though Del Riley described his 18-month term as president of the National Indian Brotherhood (NIB) as "one massive crisis after another," he ran for re-election in Penticton.

In an interview before his defeat Riley, 38, said his first term was a tough one. First it was the constitutional crisis. Then he was almost impeached.

Riley found himself in an awkward position after he made a statement supporting the inclusion of a section recognizing aboriginal rights. "I almost got hung over that section. Rumors abounded at the time that I backed patriation."

When Indian Association of Alberta (IAA) president Eugene Steinhauer heard this he immediately started a lobby to have Riley either thrown out of office or resign. After several weeks of no success, Steinhauer packed up the IAA and pulled out of the NIB.

"It was mostly all a misunderstanding," Riley said April 8. "But there are no scars and no wounds to heal over. I asked them (IAA) to come back and they did."

Steinhauer and the IAA re-

turned in August, just before the NIB General Assembly, but Riley's troubles were far from over. In September, Riley had the uncomfortable responsibility of laying off NIB staff in order to transfer more funds to a project he promised in his 1980 campaign — an increased lobby in London.

Then came the "whisper campaign." An anonymous tipster called the Canadian Press in November saying the NIB was making a second bid to oust Riley.

CP used the story and the NIB had to issue a press release supporting Riley. To this day, Riley does not know who the tipster was.

Asked how this has affected his re-election chances, Riley said, "If it's done anything, it's helped me because I think now, people realize just what the truth is."

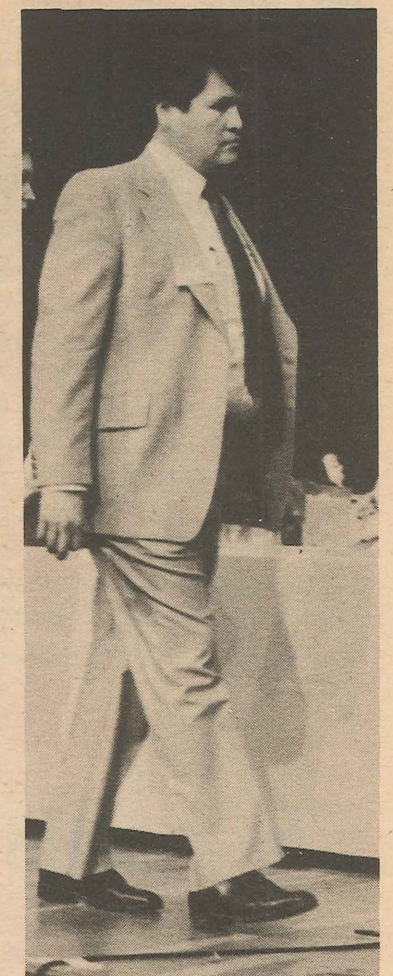
Riley was nominated for the Penticton election by Jim Gosnell of British Columbia's Nishga nation. Asked why he was running again, he said, "I feel that I've done a good job."

Two days before the election, Riley felt his chances of winning were good. Looking back on the 1980 election in Calgary he said, "I wasn't supposed to have won the last time. Even today, a lot of

people don't think I have much of a chance. . . but I think I do."

But the first ballot found Riley trailing Dave Ahenakew by 123 votes. Riley decided that because the number of votes was overwhelmingly in favor of Ahenakew, he would voluntarily withdraw.

"Well," he said later, "my family will be happier that I've lost. I'll be going back to work in my own community."





Ahenakew est assermenté

Après bien des débats, on décide qu'au lieu des quatre vice-présidents proposés, on adopte un nombre plus réaliste, soit sept. "Nous ne sommes pas des renégats" de dire M. Graydon Nicholas du

Nouveau-Brunswick. "Nous soutiendrons l'organisme national à 100 pour cent sur les questions nationales." C'est une question qui a vraiment laissé pantois les délégués et les représentants des médias.

Cependant, au point de vue politique, c'est probablement Riley qui a souffert le plus. Comme le déclarait M. Starblanket dans une entrevue: "Riley est celui qui a perdu le plus de voix lorsque le Québec et les Maritimes ont refusé de voter."

Dans le lobby, juste avant l'élection, Ahenakew continuait sa campagne. "La Constitution canadienne contient une clause qui prévoit des négociations" a-t-il déclaré dans une entrevue. "Nous leur avons fourni (à Ottawa) des solutions, mais ils ne sont pas prêts à nous écouter, d'où l'impasse. Il est vrai que les tribunaux vont définir les droits des Indiens. Mais il est vrai, également, que les gouvernements ont toujours pratiqué une politique d'assimilation."

Après deux longs jours de bombardement de promesses et de rhétorique, les délégués sont prêts à voter. On remarque des traces de fatigue sur chaque visage. Après bien des rumeurs et des motions, on décide que les candidats à la

présidence fassent de brefs exposés. "Pourquoi allons-nous voter?" déclare un délégué désabusé. "Des sourires?" Rires.

Dans un style bien décontracté, le candidat Arthur Manuel de la Colombie-Britannique déclare: "nous devons écarter les affaires louches et le maquignonage. Les problèmes auxquels nous devons faire face sont plus importants que les bonnes vieilles querelles politiques."

Le visage rubicond, râblé et trapu, c'est la présence classique de Manuel.

"Les politiques partisanes ne sont pas une solution. C'est un problème." Il a probablement dérangé pas mal de personnes, mais les politiciens ont la peau dure. Il a reçu 48 votes au premier tour.

Sur son trente-et-un et bien préparé, Riley battait ses propres records. Il promettait plus de pouvoir aux chefs et la preuve était dans la salle. Son dossier dans la bataille constitutionnelle n'était pas très bon. Il a reçu 67 votes au premier tour et s'est retiré de

la course. "C'est un fin politicien. Il s'est retiré avec beaucoup de classe", disait de lui Starblanket.

Fred Kelly, de l'Ontario, s'est retiré avant même le premier tour de scrutin, appuyant totalement Ahenakew. "Selon Starblanket: "Il savait qu'il n'aurait pas le nombre de votes suffisants."

Le premier tour de scrutin venait de se terminer. Les délégués avaient hâte de s'en aller, d'en finir, et on a passé une motion pour que les gens se lèvent simplement pour voter au deuxième tour de scrutin. Un étrange silence s'installa sur l'assemblée. Ahenakew... il avait gagné.

Manuel... une fois de plus avec ses supporters de la Colombie-Britannique résista jusqu'à la fin. Devant la défaite massive, ils se levèrent une fois de plus, silencieux, la mine triste, pour supporter leur chef. L'unité intangible. De quoi réfléchir. Les élections étaient finies.

Avec 259 votes, Ahenakew remportait la victoire.

La vieille garde se rend

Powderface perd

par Joanne Wetelainen

PENTICTON, C.-B. — Sykes Powderface ne s'attendait jamais à prendre la tête de la Fraternité Nationale des Indiens (FNI).

Se rappelant sa première victoire à la vice-présidence de la FNI en 1980, il a dit "on m'a sorti de mon tracteur pour me faire siéger au bureau".

Mais, en avril 1982, le rancher albertain de 49 ans se présentait de nouveau aux élections, cette fois pour le poste de président de l'organisme national.

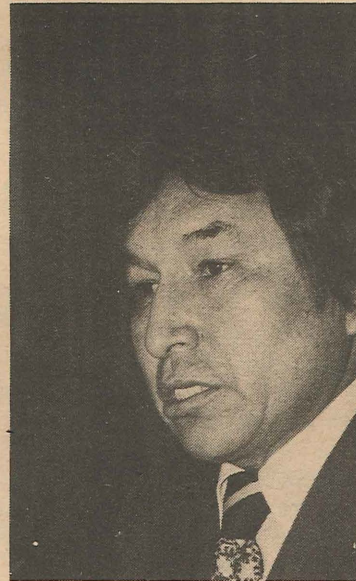
M. Powderface joue un rôle actif dans la politique indienne depuis 16 ans. Son premier geste, en 1964, fut de prêter son concours à l'étude sur "les Indiens et la loi" en Alberta. Depuis lors, jusqu'à son élection en tant que vice-président de la FNI, il a occupé divers postes, de l'administration des bandes locales à la présidence de l'Association des Indiens de l'Alberta en trois occasions distinctes.

Pourquoi Sykes Powderface s'est-il décidé à se présenter comme président de la FNI? "Et bien" dit-il "la philosophie est très simple, le gouvernement anéantira le peuple indien si nous ne travaillons pas ensemble à la protection

des droits des traités et des droits aborigènes".

"Si je gagne" a-t-il dit "je continuerai à soutenir et à renforcer la FNI en établissant des relations de travail avec des vice-présidents régionaux et les chefs".

Lors du décompte, Powderface n'a recueilli que 26 votes. Mais cela ne semble pas l'avoir



déçu. Il a tout simplement déclaré: "Maintenant je peux rentrer chez moi et dormir sur mes deux oreilles." Avant l'élection, il avait dit: "Si je perds, je ne serai pas déçu, ce sera le choix des chefs. Je jetterai simplement au coup d'oeil en arrière, bien content d'avoir fait ce que j'ai fait jusqu'à présent et je regarderai l'avenir en attendant de me réimpliquer... Je continuerai à soutenir le peuple indien. L'ennemi n'a pas changé... c'est toujours le gouvernement des Blancs.

Riley se retire

par Joanne Wetelainen

PENTICTON, C.-B. — Même si Del Riley décrit son mandat de 18 mois au poste de président de la Fraternité Nationale des Indiens (FNI) comme "une succession de crises massives les unes après les autres" il ne s'en est pas moins porté candidat à la réélection, à Penticton.

Dans une entrevue qu'il accordait avant sa défaite, Riley, 38 ans, a déclaré que son premier mandat avait été très difficile. Cela a commencé avec la crise constitutionnelle. Un peu plus tard, on l'a presque porté en accusation.

Riley s'est en effet trouvé dans une drôle de position après une déclaration où il supportait l'inclusion d'une clause reconnaissant les droits aborigènes. "J'ai failli me faire descendre avec cette clause. Les rumeurs fusaient de toute part à ce moment-là que j'étais d'accord avec le rapatriement."

Dès que le président de l'Association des Indiens de l'Alberta (AIA), Eugene Steinhauer, a entendu parler de cela, il a commencé immédiatement à essayer de faire annuler le mandat de Riley ou le forcer à remettre sa démission. Après plusieurs semaines

d'insuccès, Steinhauer a rassemblé les forces de l'AIA et est sorti de la FNI.

"Tout cela a été surtout une question de mécontentement", déclarait Riley le 8 avril. "Mais il n'y a des plaies et des blessures à cicatrifier. Je leur ai demandé (l'AIA) de revenir, mais sans succès."

Puis, ce fut la "campagne des chuchotements". Selon un appel téléphonique anonyme à la Presse canadienne, en novembre, la FNI demandait une deuxième fois de mettre Riley dehors.

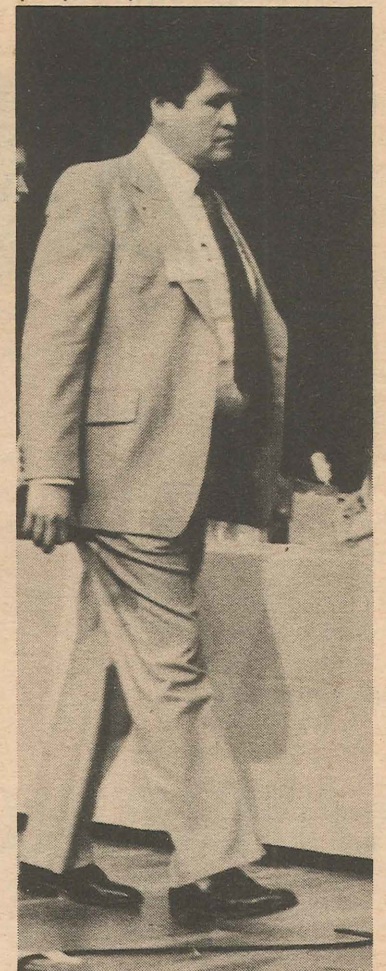
Cette histoire fut publiée dans les journaux et la FNI a dû émettre un communiqué de presse pour supporter Riley. Jusqu'à ce jour Riley ne sait pas qui était l'informateur anonyme.

Lorsqu'on lui demandait comment cela pouvait influencer ses chances de réélection, Riley a déclaré: "S'il y a eu des effets, cela m'a aidé, parce que je pense que, maintenant, les gens sauront où est la vérité".

Riley a été désigné à la candidature de Penticton par Jim Gosnell, de la nation Nishga de la Colombie-Britannique. Lorsqu'on lui demandait pourquoi il se présentait de nouveau à la présidence, il a dit: "Je pense que j'ai fait du

bon travail. Je me suis attaqué à changer l'organisation pour qu'il y ait davantage de représentants de tous les peuples indiens du Canada."

Mais dès le premier tour de scrutin, Riley se trouvait à 123 votes derrière Dave Ahenakew. Décidant que le nombre de votes était vraiment trop en faveur d'Ahenakew, Riley se retira volontairement de la course à la présidence. "Le peuple a parlé" a-t-il dit.



Ahenakew's plan for national action

By Rob Belfry

He sat cross-legged under a tree on the convention centre lawn while cameras whirred and microphones almost blocked his face. Overhead, the sun shone brightly in a beautiful British Columbia spring sky.

David Ahenakew, a stalwart 10-year Indian politics veteran, is now the first national chief of the Assembly of First Nations, formerly the National Indian Brotherhood. Just a day earlier, he had defeated Arthur Manuel in the Indian political organization's race for top office. Voting in the second and deciding ballot was 259 to 50 in Ahenakew's favour.

In his time, he has come to represent the Indian political right. He's a tough former soldier who has led the Federation of Saskatchewan Indians and has directed Indian and provincial relations as a consultant with his province's government.

This was one of the first of many press conferences for the new national chief. The students from the Program in Journalism for Native People (PJNP), from the University of Western Ontario, caught him while still flushed with victory to question him about his past and how he will use his experience to govern the assembly over the next three years.

PJNP: David Ahenakew. When you were president of the Federation of Saskatchewan Indians you pushed for a concept called the "one-agency" concept. That's where you insisted that all Indian services come out of the Indian Affairs department. Could you tell me why you pushed for that type of policy and whether you're still in favor of that today?

AHENAKEW: The purpose of that effort was to try and get all the resources co-ordinated by one department. Administratively you'd get rid of a whole host of bureaucrats and confusion. This was the real pose behind the single agency.

PJNP: Are you still in favor of the single agency concept?

AHENAKEW: Things have changed since then. . .

PJNP: I understood, though, one of the thrusts behind the single concept policy was that you said if Indian services were distributed throughout the government, Indians would lose their special relationship with the government.

AHENAKEW: That was at the time of the White Paper policy where services were to be provided equally — exactly the same as to any other citizen in the country . . . Now this meant there was going to be a shift in jurisdiction and respon-

sibility by the federal government . . . We could not have that . . . We wanted the single agency that had jurisdiction to deal with these matters and not only that, the people were afraid of what was taking place. They were afraid that assimilation and termination were going to be a fact of life . . . We were afraid that the provinces would . . . look after all their citizens with their province.

PJNP: One of the corollaries to your single agency idea was that you didn't want to have the Indians dealing with the provinces at all and now you're a consultant with the Saskatchewan government.

AHENAKEW: Right. I think it's quite clear what I am trying to do. We know that the provinces have a tremendous amount of responsibility over what happens in this country. We knew this when negotiations on the patriation took place . . . In order to make sure that no back room deals were being made between the province with anyone, I was hired to tell the provincial government if they were encroaching in areas where they had no business . . . The province was . . . responsible to a large degree because of the resource issue. . . These things have never really been negotiated between the Indians and the governments of this country . . . Now we're saying we want our fair share.

PJNP: So, you see greater involvement between Indians and the provincial government?



AHENAKEW: Absolutely! Because of the fact that resources are the things that provide the monies . . . required to survive . . . The provinces have a large say in what happens now and I think we're going to have a whole host of problems. Not so much with some provinces but with others — namely British Columbia and Alberta.

PJNP: If you're going to be dealing with the provinces more in the future, how come you're boycotting the (April) Fredricton meeting dealing with Indian matters?

AHENAKEW: I'm not prepared to go to the Fredricton meetings to discuss or negotiate anything. If I'm told to go there I will but I will tell the provincial or federal politicians and their officials what the score is.

PJNP: Can you tell some of the specific things you'll be negotiating for in the constitution?

AHENAKEW: Yes. First of all, I think one thing that is important to do, to clarify the administrative area, is the establishment of the (aboriginal rights) protection office as a first step towards getting the various things moving, such as: the protection of our rights, lands and so forth; and,

at the same time, trying to dismantle the bureaucratic administration that we have now; and, shifting all the power that we have to the bands in order to determine where they want to go. Here, I think the provinces will agree . . . it's a soft matter that can be negotiated easily enough. The other thing is the restoration of our rights. I'm not only talking treaty and aboriginal rights but also resources — renewable and non-renewable . . . We're just not getting the benefits we should. That's very clear right across the country . . . We have to move forward on these issues. The other thing is we have to tell the provinces, 'Look. We haven't agreed yet that you should have any authority over Indians or Indian bands.' I'm sure the provinces will say, "OK. That's fine." If they don't they're stupid because they're taking on responsibility . . . for which there's a lot of opposition by the Indian people.

PJNP: How do you see Indian government fitting into the constitutional process?

AHENAKEW: It's a very big issue . . . We have a system of governing right now — structures and so forth in our band council system . . . All we have to do is strengthen that, provide it with the proper au-



Interview

Le plan d'action de Ahenakew

par Rob Belfry

Il était assis les jambes croisées, sous un arbre sur la pelouse du centre du congrès, tandis que les caméras tournaient et que les microphones masquaient presque son visage. Au dessus de lui, le soleil brillait dans un superbe ciel printanier de la Colombie-Britannique.

David Ahenakew, un vieux de la vieille qui est dans la politique indienne depuis une dizaine d'années, est maintenant le premier chef national de l'Assemblée des Premières Nations, connue auparavant sous l'appellation de la Fraternité Nationale des Indiens. La veille, il venait de battre Arthur Manuel dans la course à l'élection de cet organisme politique Indien. Au deuxième tour de scrutin, on comptait 259 votes pour Ahenakew contre 50 pour Manuel.

En son temps, il en est venu à représenter le droit politique des Indiens. Il est un ancien soldat qui a mené la Fédération des Indiens de la Saskatchewan et a dirigé les relations indiennes et provinciales en tant que conseiller auprès du gouvernement de sa province.

C'était la première d'une série de nombreuses conférences de presse qu'a accordé le nouveau chef des nations. Les étudiants du Programme de Journalisme pour les Peuples Autochtones (PJPA) de l'Université Western Ontario, l'ont surpris alors qu'il était encore tout rayonnant de sa victoire, pour lui poser quelques questions sur son passé et sur la façon dont il comptait gouverner l'Assemblée au cours des trois prochaines années.

PJPA: David Ahenakew. Lorsque vous étiez président de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan, vous avez poussé le concept d' "une seule agence". Vous avez insisté pour que tous les services indiens proviennent du ministère des Affaires indiennes.

Pouvez-vous me dire pourquoi vous avez mis de l'avant une telle politique et si vous êtes encore en faveur de ce genre de solution aujourd'hui?

AHENAKEW: Le but de cet effort consistait à essayer de co-

ordonner toutes les ressources sous un seul parapluie.

PJPA: Etes-vous toujours en faveur de ce concept?

AHENAKEW: Les choses ont changé depuis.

PJPA: J'ai cru comprendre cependant que l'une des forces derrière le concept d'une seule agence était que si les services indiens étaient répartis dans tout le gouvernement, les Indiens eux-mêmes perdraient la relation spéciale

qu'ils entretiennent avec le gouvernement.

AHENAKEW: C'était au temps de la politique du Livre Blanc, où les services devaient être fournis de façon égalitaire — exactement de la même façon que pour n'importe quel autre citoyen du pays... Cela voulait dire qu'il fallait que les compétences et les responsabilités qu'assume le gouvernement fédéral devaient changer... Nous ne pouvions pas rester comme cela... Nous voulions une seule agence qui est la compétence de traiter de ces questions, et pas seulement cela, les gens avaient peur de ce qui se passait. Ils craignaient que l'assimilation et la terminaison allaient faire partie de la vie... Nous avions peur que les provinces... s'occupent de tous leurs citoyens avec leur province.

PJPA: Vous voyez donc un rapprochement entre les Indiens et le gouvernement provincial?

AHENAKEW: Absolument! Parce que c'est des ressources que provient l'argent... dont on a besoin pour survivre... Les provinces ont beaucoup à dire dans ce qui arrive maintenant et je pense que nous allons avoir une foule de problèmes. Pas tellement avec certaines provinces, mais avec d'autres oui — et particulièrement la Colombie-Britannique et l'Alberta. Je pense que nous sommes assez bons en Saskatchewan et au Manitoba. Mais pour là-bas je ne sais pas.

PJPA: Pouvez-vous nous dire



quels sont les points particuliers que vous négociez dans la Constitution?

AHENAKEW: Oui, Premièrement, je pense que ce qu'il est important de faire, pour clarifier le secteur administratif, c'est d'établir en premier lieu le bureau de protection (des droits aborigènes) pour que le reste commence à bouger. Par exemple: la protection de nos droits, de nos terres et ainsi de suite; et, en même temps, essayer de démanteler l'administration bureaucratique que nous avons à l'heure actuelle; et faire passer le pouvoir aux bandes pour savoir où elles veulent aller. Sur ce point là, je pense que les provinces seront d'accord... c'est une question qui devrait se négocier facilement. L'autre point, c'est la restauration de nos droits. Je ne parle pas seulement des droits des traités et des droits aborigènes, mais je pense aux ressources — renouvelables et non-renouvelables... Nous n'obtenons tout simplement pas les bénéfices que nous devrions en retirer. Cela est très clair dans tout le pays... Nous devons aller de l'avant sur ces questions. L'autre chose, c'est que nous devons dire aux provinces: 'Écoutez. Nous ne nous sommes pas encore mis d'accord sur le fait que vous devriez avoir une autorité quelconque sur les Indiens ou sur les bandes indiennes.'

Je suis sûr que les provinces diront: 'D'accord. Vous avez raison.' Sinon, elles sont stupides, car elles prennent une responsabilité... et on rencontre beaucoup d'opposition chez le peuple indien à ce sujet.

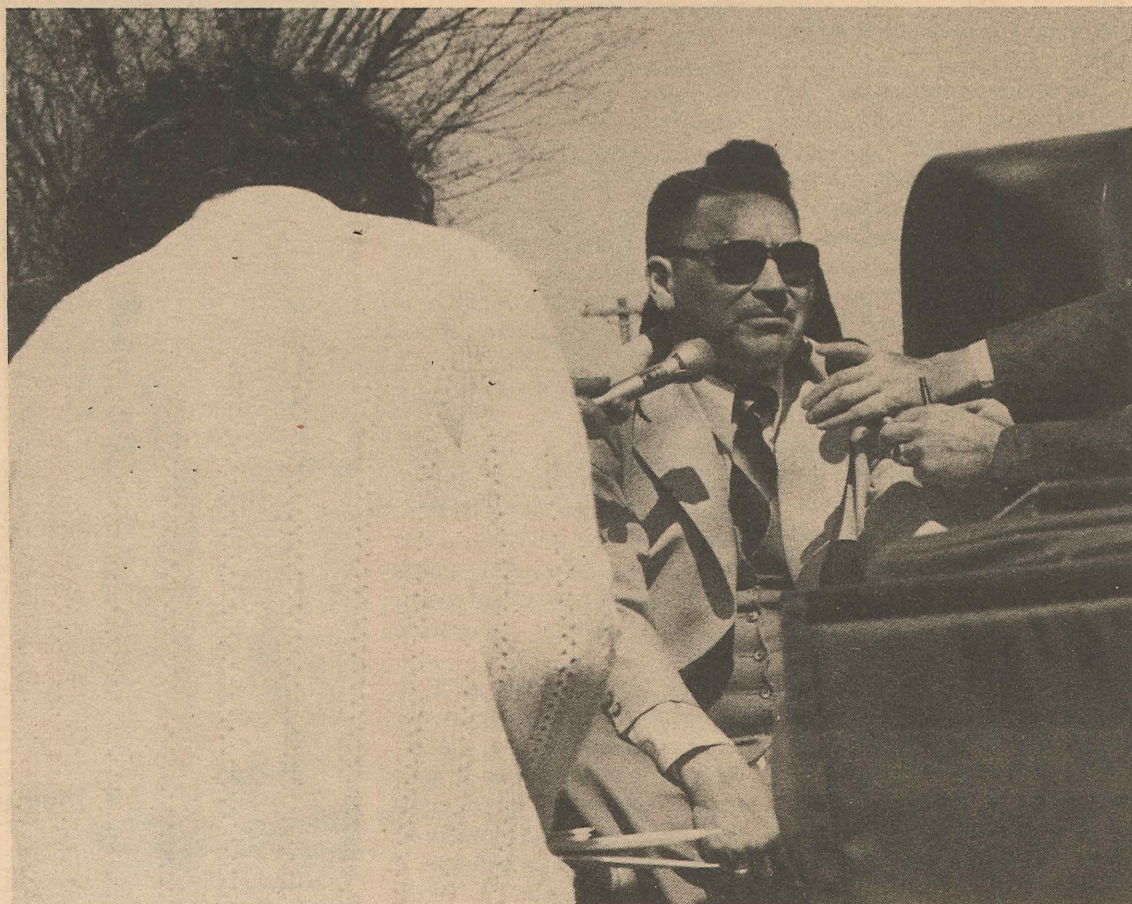
PJPA: Comment voyez-vous le gouvernement indien dans le processus constitutionnel?

AHENAKEW: C'est une question assez compliquée... Nous avons actuellement un système de droit de gouvernement — des structures et tout le reste dans notre système des conseils de bande... Tout ce que nous avons à faire, c'est de le renforcer, de lui conférer les autorités appropriées pour qu'ils gèrent et dirigent leurs propres destinées.

PJPA: Un statut provincial?

AHENAKEW: Nous n'en sommes pas sûrs encore. Si c'est un statut provincial, alors ça le sera. Mais ce qu'il y a d'important maintenant, et j'y souscris totalement, c'est de former notre propre gouvernement en tant que les Premières nations de notre pays. Nous avons le droit de faire cela. Personne d'autre que Dieu ne nous a donné cela. Personne ne nous enlèvera ce privilège... C'est la seule façon.

PJPA: Il y a des gens qui di-



thorities to be able to manage and direct their own destinies.

PJNP: Provincial status?

AHENAKEW: We're not sure yet. If it's provincial status, so be it. But the push right now, and I agree with it wholeheartedly, is to form our own government as the first nations of our country.

PJNP: Some people say you're taking a very conservative approach to Indian government and the establishment of Indian rights in Canada. As a matter of fact, they say you shouldn't be involved in the constitutional process at all: you should be a totally independent nation within North America.

AHENAKEW: There are a lot of rumors going around . . . One thing is certain. We're no longer satisfied with the way things are going and the way we see things going in the future. Until such time as the federal and provincial governments are prepared to recognize us as a nation, there's nothing to talk about.

PJNP: Do you think the difference between treaty rights areas and aboriginal rights areas will affect your approach to constitutional discussions?

AHENAKEW: We have aboriginal rights. The only (different) thing the treaties did was confirm those aboriginal rights. Anything that the treaties are silent on is aboriginal rights. I'm talking about government, resources, things like that . . . When people say I'm a treaty Indian. . . we're still aboriginal people of this country and we always will be.

PJNP: In the constitution now there are Inuit, Metis and Indians mentioned. At one time only Indians were mentioned. Will you be working closely with the Inuit and Metis in your constitutional endeavors?

AHENAKEW: These are the things the bands and the associations across the country are going to have to grapple with . . . They're going to have to determine what relationships are going to exist between these three groups . . . Here we have . . . the federal and provincial governments once again determining what our status should be, what our citizenship should be.

PJNP: Especially out west though, there hasn't been much co-operation between status Indians and Metis. Do you see a potential conflict over the constitution emerging?

AHENAKEW: I think if we keep cool heads, there will not be. But I know darn well that there are the usual efforts on the part of the federal and provincial governments to split these guys or to create some real problems amongst them . . . We know that already. The Metis have a claim. They have grievances. Now if these grievances are agreed to between the first nations of this country, and the Metis and Inuit, what's the matter with that? If the basic law of the land is going to recognize them, then that's great. I say that's great. They should be recognized, and if they are recognized, then I don't see the Indians standing in the way trying to object to that. Maybe they're not fully aboriginal people as we know



Indians or Inuit. But I don't think it was by choice.

PJNP: What's your position on the rights of native women?

AHENAKEW: The rights of native women, they have rights. Here again it's an imposition of legislation by the federal government that has really messed things up for our women. Women in our lives are so important. It's terrible that we can't live without them, but that's the way it is (laughs). But they are the stabilizing factor in our lives, they are the ones that shape the minds of our children. They're so very, very important that we have to have them in our deliberations.

PJNP: So you're in favor of removing section 12(1)(b) from the Indian Act?

AHENAKEW: I can't say that. . . If they want to (marry) and maintain their status as Indian women, then the bands are the ones that are going to (decide) that, not the federal government. . . Had it not been for these stupid laws, that wouldn't have happened.

PJNP: The Minister of Indian Affairs (John Munro) says he will remove section 12(1)(b) from the Indian Act if you don't have a position within a year.

AHENAKEW: I think the Minister of Indian Affairs better reconsider that. He's playing dirty politics. He's encroaching again, in the areas where he has no business. And I'm going to tell him very, very strenuously. . . Once and for all, we're going to settle

that issue, and it's going to be done by the bands. Not by the minister, or human rights associations, or the United Nations Charter on Human Rights and everything else. They can go to hell.

PJNP: Yesterday's vote . . . people from Quebec and the Maritimes were not involved. I was wondering if they have been brought back in the organization?

AHENAKEW: This morning I was talking to the representatives from Quebec, New Brunswick and Nova Scotia . . . They're going to be sitting together in the Maritimes somewhere. They haven't broken away from any association or organization. But they want

to make sure, and I encouraged them just this morning . . . don't compromise your beliefs. If there are things here that you don't understand, that you disagree with, it's your responsibility and obligation to bloody well stand up and name them. If it means you have to do certain things to . . . put your point across forcefully, do it . . . But I think people were afraid that if discussions continued to drag on . . . eventually we wouldn't have been able to have elections and maybe go back and people would be very, very discouraged. There's all kinds of reasons why this thing took place yesterday. But they want me to go to them and sit with them and come to an agreement.

Munro's kite

By Rob Belfry

PENTICTON, B.C. — The first act by the National Indian Brotherhood (NIB) in its new guise as the Assembly of First Nations (AFN) was one of generosity toward a traditional opponent.

The AFN was discussing how to handle the invitation offered Indian Affairs Minister John Munro to speak at the Assembly here.

As the assembly delegates — 80 per cent of all the 575 chiefs in Canada — continued to shove the issue aside, assembly speaker Fred Gladstone eventually had to put his foot down. The invitation had already been issued, he said. Did the assembly want to meet with Munro or not?

B.C. Kwakiutl chief David Hunt answered. In an offered resolution, Hunt said "I suggest that the minister be sent a kite and encouraged to fly it."

Although no one seconded the motion, Gladstone gave up and three hours later Munro cancelled.

Next morning a prairie chief was getting plenty of mileage on a new joke. "You know," he said. "I was watching TV for the weather and the station here has a cross-Canada weather radar map.

"And, I swear there was something that looked like a kite over Edmonton."



sent que vous adoptez une approche très conservatrice envers le gouvernement indien et l'établissement des droits des Indiens au Canada. En fait, ils disent que vous ne devriez pas du tout vous occuper du processus constitutionnel: vous devriez être une nation totalement indépendante en Amérique du Nord.

AHENAKEW: Il y a beaucoup de rumeurs qui circulent... Une chose est certaine. Nous ne sommes plus satisfaits de la façon dont les choses se passent et de ce que nous pouvons entrevoir pour l'avenir. Il n'y a rien à discuter jusqu'à ce que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux soient prêts à nous reconnaître comme une nation.

PJPA: Pensez-vous que la différence entre le secteur des droits des traités et celui des droits aborigènes vous fera modifier votre approche dans les discussions constitutionnelles? Elles ont été différentes dans le passé.

AHENAKEW: Nous avons des droits aborigènes. La seule chose (différente) qu'on fait les traités, c'est de confirmer ces droits aborigènes. Les droits aborigènes sont tout ce dont les traités ne parlent pas. Je veux dire, à propos des gouvernements, des ressources, des choses comme ça. Lorsque des gens disent je suis un Indien de traité... Nous sommes malgré tout un peuple aborigène de ce pays et nous le demeurerons toujours.

PJPA: La Constitution mentionne qu'il y a des Inuit, des Métis et des Indiens. A un moment, seuls les Indiens étaient mentionnés. Allez-vous tra-

vailler de près avec les Inuit et les Métis?

AHENAKEW: C'est le genre de choses dont les bandes et les associations de tout le pays devront s'occuper... Il va falloir qu'elles déterminent les relations qui devront exister entre ces trois groupes... Ici, nous avons... les gouvernements fédéral et provinciaux qui déterminent une fois de plus ce que devrait être notre statut, ce que devrait être notre nationalité.

PJPA: Spécialement dans l'Ouest, il y a eu beaucoup de collaboration entre les Indiens et les Métis. Percevez-vous un conflit possible sur la question de la Constitution?

AHENAKEW: Je pense que si nous gardons la tête froide, il n'y aura pas d'affrontement. Mais je sais fort bien également que les gouvernements fédéral et provinciaux déploient comme d'habitude leurs efforts pour diviser ces gens là ou pour créer de véritables problèmes parmi eux... Nous savons déjà cela. Les Métis ont une revendication. Ils ont des griefs. Si les premières nations de ce pays, et les Métis et les Inuit réussissent à les régler, quel mal y a-t-il la dedans? Si la loi fondamentale du pays les reconnaît, alors c'est merveilleux. Je dis c'est merveilleux. Il faudrait les reconnaître, et s'ils sont reconnus, alors je ne pense pas que les Indiens essaient de s'y opposer. Ce ne sont peut-être pas des peuples entièrement aborigènes comme les Indiens ou les Inuit. Mais je ne pense pas que cela a été une question de choix.

PJPA: Quelle est votre posi-



tion sur les droits des femmes autochtones?

AHENAKEW: Les droits des femmes autochtones. Elles ont des droits. Ici encore, nous avons affaire à l'imposition d'une législation par le gouvernement fédéral, qui a vraiment gâté les choses pour nos femmes. Et elles sont si importantes dans notre vie. C'est terrible que nous ne puissions pas vivre sans elles, mais c'est ainsi (rires). Mais elles sont le facteur de stabilisation dans nos vies, ce sont elles qui façonnent l'esprit de nos enfants. Elles sont si importantes qu'elles doivent être présentes dans nos délibérations.

PJPA: Alors, vous êtes en faveur d'enlever la clause 12(1)(b) de la Loi sur les Indiens?

AHENAKEW: Je ne dis pas cela... Si elles le veulent (se marier) et maintenir leur statut de femme Indienne, alors ce sont les bandes qui devront en décider, pas le gouvernement fédéral... Bon Dieu, c'est ce qui a créé cette grave division entre les associations des femmes et celles des hommes... S'il n'y avait pas eu ces lois stupides, cela ne serait pas arrivé.

PJPA: Le ministre des Affaires indiennes (John Munro) a dit qu'il supprimerait la clause 12(1)(b) de la Loi sur les Indiens si vous ne prenez pas position dans l'année qui vient.

AHENAKEW: Je pense que le ministre des Affaires indiennes est aussi bien de repenser à son affaire. Il joue un jeu dangereux. Il empiète encore dans un domaine où il n'a rien à voir. Et je vais le lui dire en

pleine face et avec force... Nous allons régler cette question une fois pour toute et ce sont les bandes qui vont le faire.

PJPA: Hier... les gens du Québec et des Maritimes n'ont pas voté. Je me demandais si vous avez eu, depuis, des discussions avec des personnes clés de ces délégations,

AHENAKEW: J'ai parlé ce matin aux représentants du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse... Ils vont se rencontrer quelque part dans les Maritimes. Ils ne se sont pas

séparés de l'association ou de l'organisation. Mais ils veulent être sûrs, et je les ai encouragés dans ce sens juste ce matin... ne faites aucun compromis sur vos croyances. S'il y a des choses ici que vous ne comprenez pas, sur lesquelles vous n'êtes pas d'accord, c'est votre responsabilité et votre obligation de vous redresser, bon dieu, et de les dire. Si cela signifie que vous devez faire certaines choses pour... faire bien comprendre votre point de vue, alors faites-le... Mais ils veulent que j'aie les voir, que je m'assieds avec eux et qu'on en arrive à une entente.



Ministre volant?

par Rob Belfry

PENTICTON, C.-B. — Le premier geste que la Fraternité Nationale des Indiens (FNI) a posé sous son nouveau nom d'Assemblée des Premières Nations (APN), en a été un de générosité à l'égard d'un adversaire traditionnel.

L'Assemblée générale discutait de la façon dont traiter l'invitation faite au ministre des Affaires indiennes, M. John Munro

Au fur et à mesure que les délégués, qui représentaient 80 pour cent des 575 chefs de tout le Canada, continuaient à laisser la question de côté, le président de l'assemblée, Fred Gladstone, a dû finalement mettre les points sur les i. L'invitation a déjà été lancée, a-t-il déclaré. L'assemblée veut-elle oui ou non que M. Munro vienne?

David Hunt, chef des Kwakiutls de C.-B. lui a répondu. En présentant sa résolution, M. Hunt a dit: "Je propose que l'on accroche le ministre à un cerf-volant et qu'on lui dise de prendre l'air".

Même si personne n'a appuyé la motion, M. Gladstone a abandonné la partie et, trois heures après, M. Munro annulait sa venue.

Le lendemain matin, un chef des Prairies racontait à qui mieux mieux sa dernière histoire: "Vous savez" disait-il. "Je regardais la météo à la télévision hier soir et on montrait une carte au radar de tout le Canada.

"Et, je vous le jure, j'ai vu quelque chose qui ressemblait à un cerf-volant au-dessus d'Edmonton."

Constitution strategy proposed

By Danny David

PENTICTON, B.C. — The National Indian Brotherhood (NIB) wants a firm commitment from the federal government that aboriginal and treaty rights will not be endangered by future constitutional discussions.

At the Assembly of First Nations, here in April, the NIB presented a position paper that outlined this stand.

The proposal, called the Memorandum Concerning the Rights of the First Nations of Canada and the Canadian Constitution, contains nine items the NIB says are essential before discussions can go on.

Robert Daniels, a counsellor with the Four Nations Confederacy of Manitoba, and a

member of the NIB political policy committee, said aboriginal and treaty rights "have been ignored and denied" by the federal government so far.

Daniels also expressed concern that the structure of present negotiations "will not allow, or permit redress," by Indians should they disagree with the results of such federal-provincial conferences as that held in Fredericton earlier this month.

The NIB passed a unanimous resolution this past February to seek "a political solution regarding entrenchment of aboriginal and treaty rights."

This resolution also said that no legislation would apply to Indians until "a mutual agreement is reached" between the

NIB and the federal government.

Through this resolution, however, the NIB is proposing a system whereby teams of negotiators would represent the views of Indians and the federal government in discussions.

One team would represent the NIB's Joint Executive Council, and would include a chairman appointed by the council as well as each council member — the NIB president, vice-presidents and the presidents of each provincial Indian organization.

The federal team would be made up of a chairman and representatives of the three federal parties in the House of Commons and the Senate.

The chairman of each team would meet to discuss the

manner and the matter of meetings by the two teams of negotiators. They would also decide the schedule of presentations, the agenda of discussions and they would arbitrate any difficulties.

The two teams would then hear submissions, examine documentation and make recommendations to their respective governments for review or acceptance.

The NIB memorandum also wants the federal government to recognize past agreements such as the Royal Proclamation of 1763 and any treaties made since then as a "permanent feature of Canadian policy."

Under the terms of the proposal, all Indian rights claimed by the NIB would not be amended or abrogated by leg-

islation until each side approved of those changes.

While this NIB paper is clear that guarantees it might provide are "for the First Nations," it is not clear whether this would affect Metis and Inuit. All three groups are mentioned in the new Canadian Charter of Rights.

The NIB proposal would also give the brotherhood the right to gain access to information previously denied by the federal and provincial governments.

Finally, the NIB memorandum would give the "Indian Governments of the First Nations . . . immunity against all actions in law or equity" as long as those governments have "duties provided by their constitutions, statutes, regulations, traditions and customs."



NOTES FROM THE ELECTION FLOOR

— While new president David Ahenakew was making his acceptance speech before the Assembly of First Nations, chuckling could be heard coming from one corner of the convention hall.

One delegate, commenting on the new Indian leader, said, "At least now we have a level-headed man in office."

An NIB male ballot clerk was checking ID tags, pointing to each delegate to indicate the vote was taken, and proceeding on to the next delegate.

At one point, a "counted" delegate called the ballot clerk back and complained, "You're supposed to touch me when I'm counted."

"Look," countered the ballot clerk, "I'm not that kind of a guy!"

— After the election here, journalists were discussing the outcome.

"There are some hard-ball politicians out there," commented one non-Native journalist. "I thought that both Riley and Manuel conducted themselves with real class."

"I only wish," he added, "that some non-Native politicians could see this behavior and learn from the experience."

There were some minor disagreements at the Assembly of First Nations concerning the final ballot.

After a full day of discussing business, experiencing the eastern walk-out, conducting the first ballot of the election, most delegates just wanted to escape to a feast.

So, with some vocal disagreements being heard, there was a "stand-up" count of the votes. It was originally decided that the elections would be by "secret ballot".

Northern structure strengthened

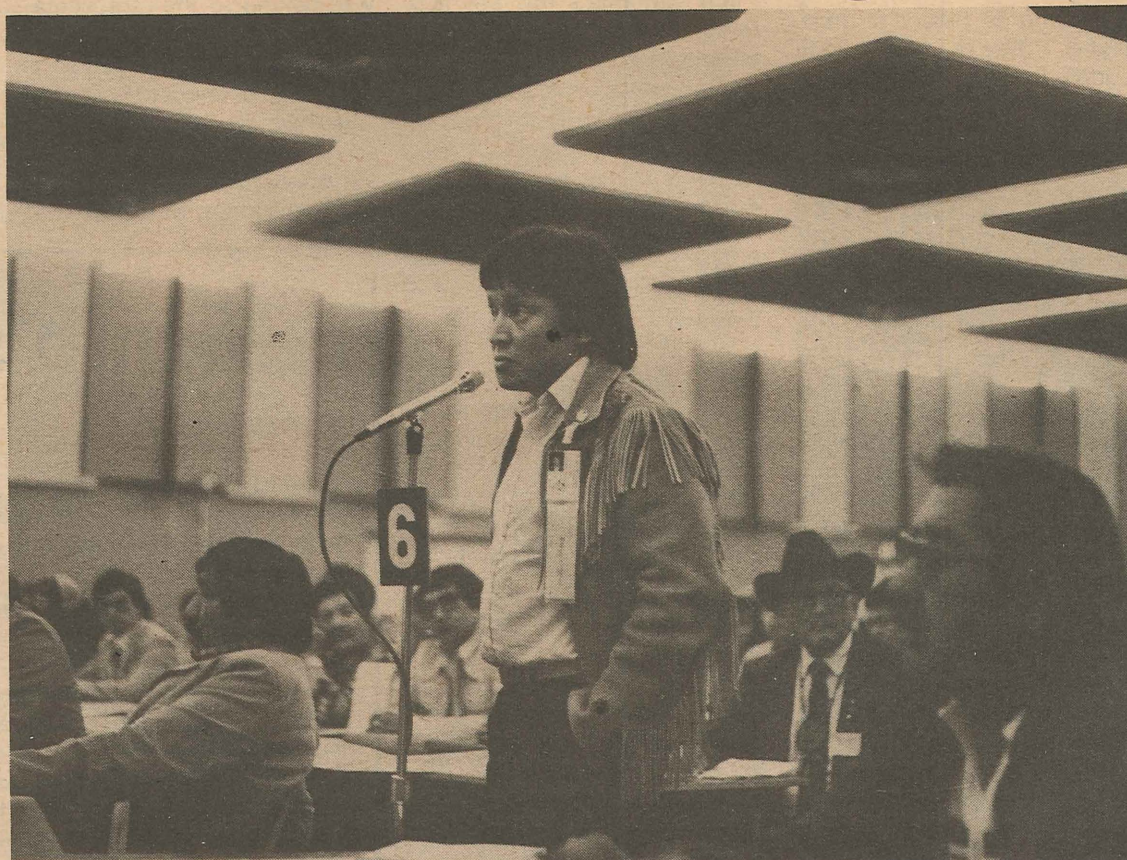
By Jean Van Bibber

PENTICTON, B.C. — Motions to strengthen the political structure of nations north of the 60th parallel were approved by the Assembly of First Nations.

The first motion provides a separate vice-president (later changed to vice-chief) for the Yukon and Northwest Territories. The original structure would have provided a vice-president for an area covering the Yukon, Northwest Territories and British Columbia.

The second motion supported the division of the Northwest Territories into separate homelands for the Inuit in the east and the Dene in the west and suggested that pressure be applied to the federal government, particularly the Department of Indian Affairs, to see that the decision made in a plebiscite by the majority of people April 14 is carried out.

The Council of Yukon Indians (CYI) and Dene Nation are negotiating with the federal government but are not taking the past approach of establishing more treaties. They want something more



Dene spokesman Herb Norwegian.

comprehensive and viable.

Dene spokesman Herb Norwegian, a Metis, in explaining the need for a separate vice-president, said the situation in the north was different than the south in many ways.

Membership includes peo-

ple who are status, non-status and Metis. The band council has an open membership and anyone qualified can run for chief and council. The motion was not to cast aside British Columbia but, because of differences, to provide separate

vice-presidents.

Norwegian suggested that for a long time government made strong efforts to divide and conquer native people. The Indian Act was one such effort because it only recognized a small portion of

our people, he said. "The NWT Metis declared their inheritance and the Dene have recognized that."

Norwegian's second motion related to resources north of the 60th parallel.

The federal government's recently passed "Bill C-48", Norwegian said, extinguished aboriginal rights by gaining access to the resources. The federal government was about to issue leases to large multinational corporations to exploit the resources at the expense of the Indian people.

The Dene relayed their position to the government but have received no response. Norwegian said this is a national issue and the Assembly should follow these three avenues:

(1) Issue a statement to the government of Canada asking for changes to Bill C-48, and also alert the press; (2) Ask the prime minister to fire Marc Lalonde and John Munro for their parts in bringing this bill about; (3) Inform the oil and gas companies that we intend to increase this pressure and interfere in any convenient way as long as this situation continues.

This motion was passed by unanimous consent.

La stratégie constitutionnelle

par Danny David

PENTICTON, C.-B. — La Fraternité Nationale des Indiens (FNI) cherche un engagement ferme de la part du gouvernement fédéral à l'effet que les droits aborigènes et des traités ne seront pas mis en péril par les discussions futures sur la Constitution.

Lors de l'Assemblée des Premières Nations, qui s'est déroulée ici en avril, la FNI a présenté un document qui explique cette position.

La proposition, appelée le Mémoire concernant les droits des premières nations du Canada et la Constitution canadienne, contient neuf articles qui, selon la FNI, sont essentiels avant que les discussions continuent.

Robert Daniels, un conseiller de la Confédération des Quatre Nations du Manitoba

et membre du comité des politiques de la FNI, a déclaré que les droits aborigènes et des traités ont, jusqu'à présent "été ignorés et refusés" par le gouvernement fédéral.

M. Daniels a également exprimé ses préoccupations à l'effet que la structure des négociations actuelles "ne permet en aucune façon de redresser les droits des Indiens" s'il advenait qu'ils ne soient pas d'accord avec les résultats des conférences fédérale-provinciales comme celle qui s'est tenue plus tôt ce mois-ci à Frédéricton.

En février, la FNI a passé à l'unanimité une résolution visant à chercher "une solution politique concernant le retranchement des droits aborigènes et des traités".

Cette résolution disait également qu'aucune législation ne

s'appliquerait aux Indiens jusqu'à ce que "... survienne une entente mutuelle" entre la FNI et le gouvernement fédéral.

Cependant, par l'intermédiaire de cette résolution, la FNI propose un système en vertu duquel des équipes de négociateurs représenteraient les vues des Indiens et du gouvernement fédéral lors des discussions.

Une équipe représenterait le Conseil exécutif mixte de la FNI et comprendrait un président nommé par le conseil ainsi que chaque membre de cet organisme — le président de la FNI, les vice-présidents et le président de chaque organisme indien provincial.

L'équipe fédérale serait constituée d'un président et de représentants des trois partis fédéraux qui siègent à la

Chambre des communes et au Sénat.

Les présidents de chaque équipe se rencontreraient pour discuter de la façon dont les rencontres auraient lieu entre les deux équipes de négociateurs. Ils décideraient également du calendrier des présentations, de l'ordre du jour des discussions et ils agiraient en tant qu'arbitres en cas de difficultés.

Les deux équipes entendraient les soumissions, étudieraient les documents et feraient des recommandations à leurs gouvernements respectifs, qui les reviseraient ou les accepteraient.

Le mémoire de la FNI veut également que le gouvernement fédéral reconnaisse les ententes passées telles que la Proclamation royale de 1763 ainsi que tous les traités signés.

En vertu de la proposition, tous les droits des Indiens que la FNI revendiquerait ne seraient ni amendés ni abrogés par des lois jusqu'à ce que les deux côtés aient approuvé de tels changements.

Alors que le document de la FNI explique clairement que les garanties qu'elle pourrait fournir sont "pour les premières nations", les choses ne sont pas aussi claires sur la façon dont cela toucherait les Métis et les Inuit.

Finalement, le mémoire de la FNI donnerait aux "gouvernements indiens des premières nations... l'immunité contre toutes les poursuites judiciaires ou d'équité", tant que ces gouvernements possèdent des "mandats fournis par leurs constitutions, status, règlements, traditions et coutumes".

Sur le plancher d'élection

- Pendant que le nouveau président, David Ahenakew, prononçait son discours d'acceptation devant l'Assemblée des premières nations, on pouvait entendre des rires étouffés qui provenaient d'un coin de la salle.

Un délégué s'amusant du nouveau chef indien disait: "Avec sa tête, notre nouveau président va donner du piquant aux négociations."

Ahenakew est coiffé en brosse.

- Après l'élection qui a eu lieu ici, des journalistes discutaient des résultats.

"Il y a quelques politiciens endurcis ici" commentait un journaliste non-autochtone. "Je pense que Riley et Manuel

se sont tous les deux conduits avec beaucoup de classe."

"J'espère seulement" ajoutait-il "que certains politiciens non autochtones ont pu voir la façon dont ils se sont comportés et les imiter."

- Quelques petits désagréments sont venus troubler le dernier tour de scrutin à l'Assemblée des premières nations, qui a élu David Ahenakew comme leur président.

Après toute une journée de discussions, la sortie remarquée des délégués de l'est et le premier tour de scrutin, la plupart des délégués ne voulaient plus qu'une chose: aller à la fête qui se préparait pour eux.

Donc, plusieurs délégués ayant exprimé leur impatience, on a compté les votes en demandant aux gens de se lever. A l'origine, on avait décidé que les élections se feraient par vote secret.

- Un commis de la FNI affecté au compte des votes vérifiait les cartes d'identification en montrant chaque délégué du doigt pour indiquer qu'il avait voté, procédant ainsi à tour de rôle pour chaque délégué.

A un moment, un délégué qui avait été "compté" a rappelé le commis pour se plaindre: "Vous devez me toucher pour me compter!"

"Ecoutez" lui répondit aussi sec le commis: "Je ne suis pas ce genre de gars!"

L'APN appuie les nations du nord

par Jean Van Bibber

PENTICTON, C.-B. — L'Assemblée des Premières Nations a approuvé des motions visant le renforcement de la structure politique des nations au nord du 60e parallèle.

La première motion donne un vice-président séparé (appellation changée ultérieurement à celle de vice-chef) pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. La structure initiale n'aurait accordé qu'un seul vice-président pour le secteur comprenant le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et la Colombie-Britannique.

La deuxième motion soutenue par la division vient à l'appui de la division des Territoires du Nord-Ouest en terre distincte pour les Inuit dans l'est et les Dené dans l'ouest. Elle demande d'exercer des pressions sur le gouvernement fédéral, et plus précisément sur le ministère des Affaires Indiennes, pour que la décision prise en plébiscite par la majorité des participants le 14 avril soit effectivement mise en vigueur.

Le Conseil des Indiens du Yukon (CIY) et la Nation Dené négocient avec le gouvernement fédéral, mais en s'éloignant de la technique habituelle visant la signature d'un traité



Le porte-parole Dené Herb Norwegian

de plus. Ils veulent quelque chose de plus complet et de plus viable.

Le porte-parole Dené Herb Norwegian, un Métis, a expliqué la nécessité d'un vice-président distinct en disant que la situation dans le Nord était différente de bien des

façons de celle du Sud.

Les membres comprennent des gens qui ont le statut d'Indien ou non, et les Métis. Le conseil de bandes est ouvert à tous et quiconque se qualifie peut se présenter comme chef et conseiller. La motion ne visait pas à mettre de côté la

Colombie-Britannique mais, à cause des différences, de mettre en place un vice-président séparé.

La seconde motion de Norwegian a trait aux ressources naturelles, comme le gaz et le pétrole, au nord du 60e parallèle.

Le gouvernement fédéral a récemment passé le "Bill C-48", de dire Norwegian, éteignant par là les droits aborigènes en gagnant accès aux ressources. Le gouvernement fédéral était prêt à émettre des concessions à de grandes multinationales pour qu'elles exploitent les ressources, au dépens du peuple Indien.

Les Denés ont fait part de leur position au gouvernement, mais sans réponse. Selon Norwegian, c'est une question nationale et l'Assemblée devrait suivre ces trois pistes:

1. Emettre une déclaration au gouvernement du Canada lui demandant de modifier le Bill C-48, tout en alertant la presse.
2. Demander au premier ministre de licencier Marc Lalonde et John Munro pour le rôle qu'ils ont joué en menant ce projet de loi devant le parlement.
3. Informer les entreprises de pétrole et de gaz que nous avons l'intention d'augmenter ce genre de pression et de nous interposer de toutes les façons qui nous semblent les plus pratiques tant que la situation continuera.

Cette motion a été passée à l'unanimité.

Computer system aids business

By Danny David

PENTICTON, B.C. — Small Indian businesses could get a helping hand if the National Indian Brotherhood's new communication system receives band support.

The NIB has been working for a year with Canada Systems Group, of Mississauga, Ontario, in developing a combination word processor and delivery system that could also handle financial records.

"You know that's really interesting with this system," said Al Chrisjohn, who, as NIB executive director, is clearly proud of this development, "it works."

The NIB hopes to encourage small Indian businesses, band councils, tribal councils, and regional organizations to use this new system to keep track of their finances as well as to send documents to each other or to the NIB. "Once you're within the system, you can communicate with each other instantly," Chrisjohn said.

"I've heard some horror stories about forms that were

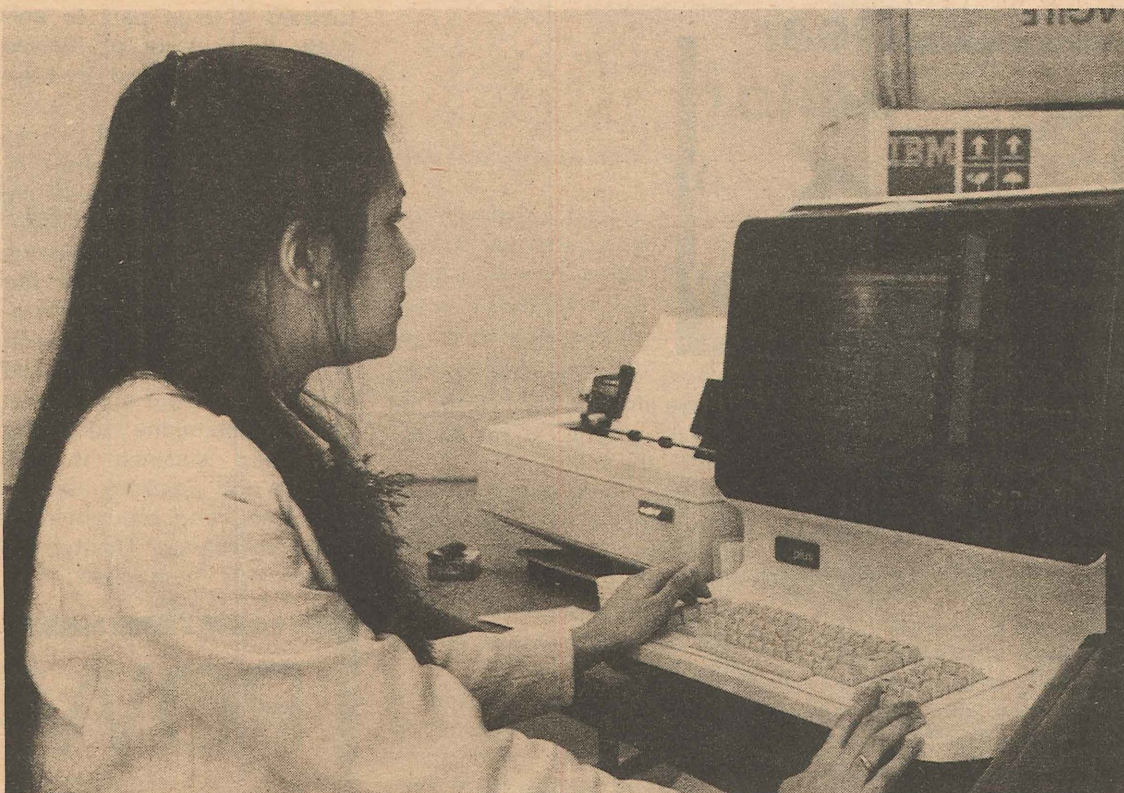
misplaced or statements that were destroyed," he said. "This system would make those kinds of mistakes nearly impossible."

Flora Kallies, system operator said tremendous amounts of information can be stored on a floppy disk and when that information is needed, "I can simply insert the disk and check the index for the information that I'm looking for."

The NIB may buy four more terminals for use in the Ottawa national office. "We've been training the girls in the office to use this system," Kallies said, "and now most of the office knows how to use it."

By using more of these word processing units, the NIB hopes to cut down on time-consuming mistakes that plague large offices. "It would allow each person to get the job done faster and more economically," said Chrisjohn.

The NIB wants to sell this system to businesses, bands and organizations across Canada. "This is the first of our self-sufficiency projects," Chrisjohn said. "Our new system could generate a



million dollars a year which could then be distributed back to individual bands."

There will be a service charge to subscribers.

AES; another systems group, has expressed interest in marketing this system to small, non-Indian businesses. The NIB would be in some competition with AES but, said Chrisjohn, "with us (NIB), Indian businesses would get a preferred rate."

At the Assembly of First Nations, a systems demon-

stration attracted attention. "We're really enthusiastic about this system," said Richard Gaywish of Manitoba. "We're hoping that it (the NIB system) may cut costs, help the band manager and tribal council. It allows for instant budget information being made available."

Some remote communities are expressing interest though they may have limited access to communications facilities. The Atlin Band, in northern British Columbia, uses radio-

telephone to communicate with the outside world. Still, they remain interested.

The system connects to the main terminal in Mississauga by long distance telephone. But, as Chrisjohn said, "even remote communities who have to relay phone calls by satellite could transfer information by going through the Mississauga centre of CGS."

The system will provide constant and clear communication for provincial organizations across Canada.

N. B. woman Peters winner

By Riley Jourdain

PENTICTON, B.C. — Catherine Ginnish, a 24-year-old University of New Brunswick student in anthropology, has won the Omer Peters Award for the native student who shows leadership abilities and has worked for the community, school or at the reserve level.

The student must have completed one year of post-secondary schooling and must demonstrate academic and athletic performance.

Ginnish received her award before a large crowd at a banquet on April 22. The banquet was the windup of the Assembly of First Nations.

Wallace Labillois, National Indian Brotherhood resident elder, introduced the pert, freckled-faced young lady from the Eel Ground Indian reserve, by saying, "I am going to call up to the stage a young lady, that has many abilities in leadership, and a little lady who never quits."

In her acceptance speech, the young recipient said: "After that, I feel like a celebrity", making reference to the warm welcome she'd received from the delegates.

Ginnish is active in swimming, tennis and skating. She's also a member of the Native Students Association, her local Metis and non-status Indian organization, and she is part of the Anthropological Society at the University of New Brunswick. She served as a tutor counsellor in the St. Thomas Bridge Program for Native Students.

She said she was "surprised but happy", to be chosen to receive the award. Ginnish's family is very proud of her. Asked if she was married, she readily said, "No, I'm single." Asked if she had a boy friend, she laughingly answered, "You're getting awfully personal."

She's in her fourth year of a Bachelor of Arts program, majoring in anthropology. "In that area," she said, "I concentrate a lot on aboriginal rights, the Indian Act, and all native issues."

She first became interested in sports in 1976, by playing softball, and swimming. She says that although sports keep her busy, they do not interfere with her scholastic ambitions. She has learned to budget her time for each activity.



Olympic winner gives pep talk

PENTICTON, B.C. — (PJNP) — Billy Mills, an Olympic long distance runner, and the only American ever to win the 10,000 meter gold medal, told a large audience of native people. "Don't quit. Keep doing what you are doing and you will see, you will gain your wishes."

Mills is an Oglalla Sioux from the Pine Ridge Indian reservation in South Dakota.

"Like Canada's Indians, I struggled for recognition — recognition as a runner," Mills said. "When I told the officials at the Olympics that I was in the 10,000 meter run, they looked at me as though I was some kind of nut and asked, 'Who are you.' This is the same treatment that the Indians get from the Canadian government."

"Though many times I felt like quitting, I did not give in," he said. "I kept telling myself, 'I can win. I can win.' Till finally I won. I want you people, my brothers and sisters to keep telling yourselves, 'I can win. I can win.' — And I know you will win."

L'informatique pour les bandes

PENTICTON, C.-B. — Cela pourrait aider beaucoup les petits commerces indiens si les bandes acceptent le nouveau système de communication de la Fraternité nationale des Indiens.

La FNI travaille depuis un an avec le Groupe des systèmes Canada, de Mississauga (Ontario), pour mettre au point un système de traitement de texte et de livraison qui peut également traiter les dossiers financiers.

"Ce qu'il y a vraiment d'intéressant avec ce système" déclare M. Al Chrisjohn qui, à titre de directeur exécutif de la FNI est manifestement très fier de ce projet, "c'est qu'il fonctionne".

La FNI espère encourager les petits commerces indiens, les conseils de bandes, les conseils de tribus et les organismes régionaux à utiliser ce nouveau système pour organiser leurs finances et transmettre des documents entre eux ou à la FNI. "Une fois que l'on est dans le système, on peut communiquer instantanément" de dire M. Chrisjohn.

"J'ai entendu des horreurs à

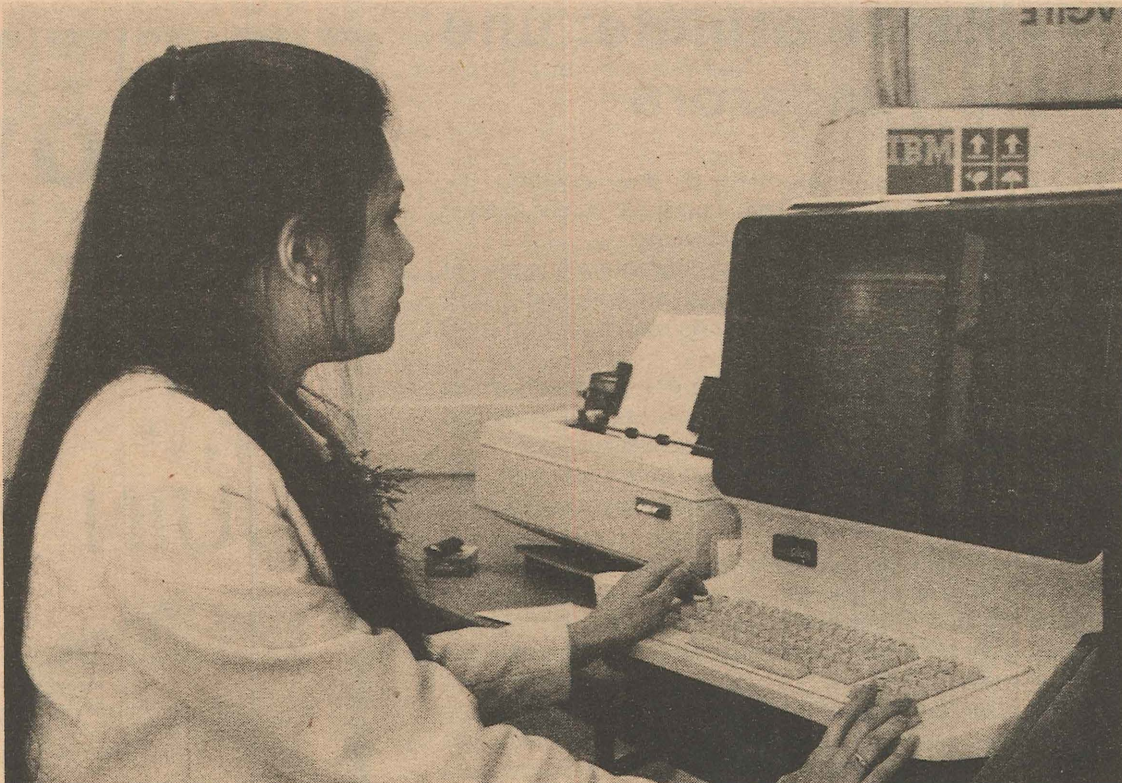
propos de formules égarées ou d'états financiers détruits" a-t-il précisé. "Ce système rend ce genre d'erreur presque impossible."

Selon Flora Kallies, opératrice de système, on peut mettre en mémoire sur un disque souple une quantité extraordinaire d'informations et, lorsqu'on a besoin d'un renseignement "je peux simplement glisser le disque dans la fente et trouver l'index du renseignement que je recherche".

La FNI achètera peut-être quatre autres terminaux pour son bureau national d'Ottawa. "Nous avons formé les jeunes femmes du bureau dans l'opération de ce système", a précisé Mme Kallies "et maintenant presque tout le monde au bureau sait s'en servir".

L'emploi de ces appareils de traitement de texte permettra à la FNI de supprimer les erreurs coûteuses qui sont la plaie des grands bureaux. "Ils permettront à chacun et chacune de faire son travail plus vite et plus économiquement" a dit M. Chrisjohn.

La FNI veut vendre ce système aux commerces, aux bandes et aux organismes dans tout le Canada. Selon M.



Chrisjohn "c'est le premier d'une série de projets visant à l'autosuffisance. Notre nouveau système pourrait rapporter un million de dollars par an, que l'on pourrait redistribuer aux bandes individuelles".

Les abonnés devront payer des frais d'administration.

AES, un autre groupe informatique, a exprimé son intérêt à commercialiser ce système auprès des petits commerces non indiens. La FNI serait en concurrence avec l'AES mais, comme le dit M. Chrisjohn

"avec nous (la FNI), les commerces indiens bénéficieraient d'un taux préférentiel".

A l'Assemblée des Premières Nations, une démonstration du système a attiré beaucoup d'attention. "Nous sommes vraiment enthousiasmés par ce système" a déclaré M. Richard Gaywish du Manitoba. "Nous espérons que s'il (le système de la FNI) peut faire économiser des frais, cela aidera le gestionnaire de la bande et le conseil tribal. Le système permet en effet d'avoir accès instantanément

à toutes les informations budgétaires."

Certaines localités éloignées ont exprimé leur intérêt, même si elles ne peuvent avoir qu'un accès limité aux installations de communication. La Bande Atlin, dans le nord de la Colombie-Britannique, utilise des radio-téléphones pour communiquer avec le monde extérieur. Ils n'en sont pas moins restés intéressés.

Le système permet de se brancher sur le terminal principal par interurbain.

Le Prix Omer Peters

par Riley Jourdain

PENTICTON, C.-B. — Catherine Ginnish, 24 ans, étudiante en anthropologie à l'Université du Nouveau-Brunswick, a remporté le Prix Omer Peters pour l'étudiant autochtone qui démontre des aptitudes de leadership et a travaillé pour la collectivité, l'école ou la réserve.

Ginnish a reçu son prix devant une grande foule réunie lors d'un banquet le 22 avril, qui coïncidait avec la clôture de l'Assemblée des Premières Nations.

Wallace Labillois, un ancien de la Fraternité Nationale des Indiens, a présenté en ces termes la jeune fille au visage parsemé de taches de rousseur: "Je vais faire monter sur l'estrade une jeune femme qui a de nombreuses aptitudes de leadership, une jeune femme qui n'abandonne jamais la partie."

Dans son discours de remerciement, la jeune récipiendaire a déclaré: "Après cela, je me sens comme une vedette", faisant par là référence à l'accueil chaleureux qu'elle venait de recevoir des déléguées.

Mlle Ginnish pratique la natation, le tennis et le patinage. Elle fait également partie de l'Association des étudiants autochtones, son organisme local de Métis et d'Indiens sans statut, et elle est membre de la Société anthropologique de l'Université du Nouveau-Brunswick. Elle a agi à titre de conseillère dans le Programme du pont de la St-Thomas pour les étudiants autochtones.

Elle se dit "surprise mais ravie", d'avoir été choisie pour recevoir le prix. La famille de Catherine est très fière d'elle. Lorsqu'on lui a demandé si elle était mariée, elle a répondu vivement: "Non, je suis célibataire." A la question de savoir si elle avait un petit ami, elle a répondu en riant: "Vous devenez très personnel!"

Elle en est à la quatrième année de son baccalauréat spécialisé en anthropologie. "Dans ce secteur" dit-elle "je me concentre beaucoup sur les droits autochtones, la Loi sur les Indiens et toutes les questions autochtones."

Elle s'est intéressée aux sports dès 1976, en nageant et en jouant à la balle molle. Elle dit que, même si les sports l'occupent beaucoup, elle ne les laisse pas la gêner dans ses ambitions universitaires. Elle a appris à doser son temps pour chaque activité.



Le conseil d'un champion

PENTICTON, C.-B. - (PJPA) - Billy Mills, coureur de fond olympique, et le seul Américain qui ait remporté la médaille d'or des 10 000 mètres, a déclaré devant un vaste auditoire autochtone: "N'abandonnez pas. Continuez à faire ce que vous faites et vous verrez, vos désirs deviendront réalité."

Mills est un Sioux Oglalla de la Réserve indienne de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud.

"Comme les Indiens du Canada, j'ai lutté pour la reconnaissance — la reconnaissance en tant que coureur de fond" a dit Mills. Quand j'ai dit aux officiels des Olympiques que j'allais courir le 10 000 mètres, ils m'ont regardé comme si j'étais fou et m'ont demandé 'Qui êtes-vous?' C'est la façon dont le gouvernement canadien traite les Indiens."

"Même si j'ai bien souvent envie d'abandonner, je ne me suis pas découragé, a-t-il précisé. J'ai continué à me dire 'Je peux gagner. Je peux gagner.' Et finalement, j'ai gagné. Vous mon peuple, vous mes frères et mes soeurs, je vous demande de toujours vous répéter 'Je peux gagner. Je peux gagner.' — Et je sais que vous gagnerez."



Dear Editor:

This is in response to your commentary in the February '82 issue of Indian News.

I recall when I was in Grades 3 and 4 that barrels of powdered milk and boxes of biscuits were brought to the school for distribution.

I think these containers sat there for a few years before they were, presumably, disposed of. I recall that none of us kids liked the milk because when mixed with water it produced a white lumpy semi-liquid — and as for the biscuits, we called them "dog biscuits" (their texture was that of milkbones) which was probably a misnomer since even our dogs wouldn't eat them. It seems pretty humorous now but it wasn't then, when we were expected to eat them.

Your commentary brought back these memories.

Sincerely,
Carol Birnie (Wright)
Moosonee, Ontario.

P.S. This was on the Six Nations Reserve.

OOOOPS

Indian News would like to apologize to its readers and to the Band Training and Advisory Services staff for a mix-up in the March 1982 (Vol. 22, No. 12) issue.

The story on page 5 (English only) entitled "Training Available" has an unforgivable error: the first paragraph in the fifth column is in fact the last paragraph of the story.

There is no excuse for this sort of blunder. The culprit has been horse whipped and his family sold into slavery as a deterrent to others.

Dear Editor:

Excesses can be, and are, harmful particularly in the written press which exercises a considerable influence on masses of readers. The intentions of journalists are perhaps praiseworthy but their errors can have disastrous consequences.

In rousing public sentiment, a writer can also promote love, justice and peace, as well as stirring up hatred, crimes and wars.

Violence promotes violence. That which was described in an article reprinted in the March issue of Indian News under the title of "Grisly

slaying was revenge for girl whose life was hell," from the "Toronto Star" is no exception to the rule.

Three paragraphs of this story are, to me, particularly shocking. They describe in bloodthirsty and superfluous detail, the monstrous way in which this atrocious crime was committed.

I would suggest that it might have been better to eliminate these three paragraphs and replace them with the following phrase: "She killed him, strangling him with her hands, tearing away afterwards on the body with an unheard-of fury. She later called the police."

This, I think, would have been sufficient explanation and less disgusting than what you have reprinted and which would not dignify a respected information organ which respects itself and human beings (in this case the victim, the readers and the condemned person).

The unimaginable cruelty of things reported by the "Star" can't help but awaken the sadistic instincts of some mentally deficient readers. If an other medium, television for example, had shown its audience such monstrous things, the "Star" wouldn't have missed saying "hatred on TV." Television images and radio sounds pass but what is written stays. The proof is that you have reprinted it.

We can relate things without putting in the open the details of a hideous butchery, which may possibly stir up hatred and provoke violence.

I have read Indian News for almost five years and I feel that not enough light is shed on the sufferings, the injustices and the abuse about those who were and are still victims: the native people of Canada.

Indian News merits the encouragement to persevere in clear and objective information for Canadians, not only the natives, who well know already their miseries, but especially the white population, which has a tendency, like the ostrich, to ignore the vicissitudes and the distress of their native compatriots.

It's very easy for them to blame alcohol and laziness for the misery and the violence which is manifest in the Indian communities. But, the real responsibility for this situation isn't only the whites who are confining the natives in the physical and mental slums which constitute the majority of reserves. The whites con-

tributed a large part to annihilate the culture of natives who were uprooted in their own country.

The kidnapping of young children from their sphere of origin, in order to forcefully impress upon them "civilization," way of life, religious ideas and language of the white majority, is an act of violence which condemns each person equally. What would be the reaction of a European mother if someone kidnapped her child because it was playing and amusing itself in the street, and brought it to public assistance? This type of abuse was mentioned in a

number of reprints in Indian News.

The butchery described in great detail in these three paragraphs in question, added nothing, unless to arouse comments like those that I recall from a white: "These people are savages, they need no reason to be cruel and bloodthirsty." This white had a short memory. Atrocity is a sickness that we find in the files of psychiatric hospitals on the whole planet and in all European history. The folly is, sadly enough, a characteristic of the human race regardless of its color.

What should preoccupy the

media is the causes which provoke this sickness and I believe that the second part of the article from the "Star" describes it with sufficient clarity. It is working away to emphasize the causes that will help check the effects.

Maybe I'm interfering in that which is not my concern and I hope you will excuse me. You will understand, however, by disillusionment and my sadness to see a paper to which I have been devoted become involved in such an aberration.

Very sadly yours,
Jean Baroux
Ottawa, Ontario.

POW-WOWS AND FESTIVALS

JUNE 1982

- The Great Peoples Pow-Wow
Selkirk Park
Selkirk, Manitoba.
June 24, 25, 26 and 27
- Woodland Indian Festival
184 Mohawk Street
Brantford, Ontario.
June 26 and 27
(Program begins at 1:00pm.)
- 21st Annual Sarnia Reserve Pow-Wow
Thorndale Park
Sarnia, Ontario
June 26 and 27

JULY 1982

- N'Amerind Indian Centre Pow-Wow
London, Ontario
July 3 and 4
- Kettle Point Indian Reserve Pow-Wow
Kettle Point Ball Park
Kettle Point, Ontario.
July 10 and 11
- Walpole Island Pow-Wow
High Banks Park
Hwy. 40
Walpole Island, Ontario.
July 16, 17 and 18
(ferry service from Algonac Michigan)
- Grand River Pow-Wow
Chiefswood Park
Six Nations Indian Reserve
Ohsweken, Ontario.
July 24 and 25
- Six Nations Indian Pageant
Forest Theatre Six Nations Reserve
Ohsweken, Ontario.
August 6 & 7; 13 & 14; 20 & 21
Program begins at dusk
- Wikwemikong Unceded Indian Reserve
Pow-Wow
Pow Wow Grounds
Manitoulin Island, Ontario.
July 31 August 1 and 2
- Hamilton Indian Centre Pow-Wow
Dundas Park
Dundas, Ontario.
August 14 and 15
- Ft. William Indian Reserve Pow-Wow
Thunder Bay, Ontario.
August 14 and 15
- Chippewa of the Thames Pow-Wow
Chippewa Ball Park
R.R. No. 1
Muncey, Ontario.
August 21 and 22
- Moravian Pow-Wow
Moravian Ball Park
Thamesville, Ontario.
September 4 and 5

AUGUST 1982

SEPTEMBER 1982

Meilleure athlète: une mère Tuscarora

par Riley Jourdain

PENTICTON, C.-B. — Une mère de deux enfants Tuscarora a gagné le trophée Tom Longboat remis chaque année au meilleur athlète indien canadien.

Beverly Beaver ne pouvait être là pour recevoir le prix, et c'est son mari George qui l'a reçu en son nom. Tom Longboat était un coureur de fond de renom, qui est mort en 1949.

George a peint un tableau coloré des prouesses de sa femme en tant que sportive, recountant son dévouement pour les sports. Il a parlé fièrement de ses records.

"Elle aime les quilles, le baseball et le hockey, mais son premier amour c'est le hockey — évidemment après moi" a dit M. Beaver.

Beverly Beaver était plutôt un garçon manqué, de dire son mari. Elle a acquis son adresse au hockey par sa volonté et son ingéniosité. Son frère et elle avaient l'habitude de construire un barrage sur un étang pour faire une patinoire.

Elle passait des heures à manier le baton et à lancer la rondelle sur cette patinoire improvisée. Le samedi, elle patinait toute la matinée et mangeait son casse-croûte à midi sans quitter ses patins.

Un après-midi, elle a vu une bande de garçons qui jouaient au hockey sur un grand étang dans sa réserve. Elle savait que les garçons ne laisseraient pas une fille jouer avec eux. Elle emprunta donc le bonnet de son frère pour cacher ses tresses dessous. Elle se joignit alors à la partie en se faisant appeler "Billy". Elle ne tarda pas à montrer aux garçons comment jouer au hockey.

Bev a commencé à jouer au baseball l'été, pour remplacer le hockey. A 14 ans, elle jouait pour les Oshweken Mohawks, l'équipe féminine de baseball de la réserve des Six Nations.

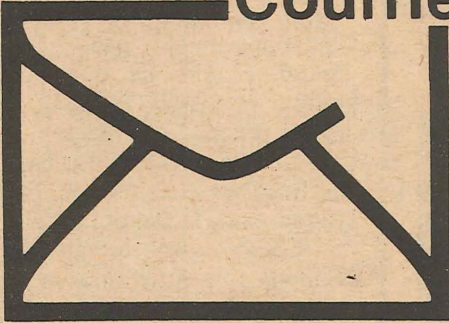
Le mariage et la maternité ne l'ont pas ralenti dans ses activités sportives. George nous a raconté l'époque où il poussait la voiture d'enfant autour du parc de baseball pendant qu'elle s'entraînait au bâton. Elle a gagné également une place dans l'équipe sénior des étoiles du baseball de l'Ontario, pour disputer les championnats senior de l'Ontario à Toronto.

George dit: "Notre fille Pamela est née le 1er juin. Une semaine après, Bev jouait déjà sa partie de balle et elle a continué jusqu'à la fin de la saison de baseball."

Bev est également devenue une quilleuse redoutable. Lors d'un tournoi indien de quilles en Ontario, elle a réussi trois parties de suite, récoltant 300 points. Elle ne joue plus aux quilles parce que cela ne présente plus de défi pour elle.

George dit en riant: "Elle a gagné tant de trophées (dans ses trois sports favoris) que cela commence à embarrasser toute la maison."

Courrier



Monsieur le rédacteur en chef

Je réponds par la présente à votre commentaire qui a paru dans l'édition "82" des Nouvelles Indiennes.

Je me souviens que lorsque j'étais en 3e et 4e année, il arrivait certains jours des barils de lait en poudre et des boîtes de biscuits que l'on nous distribuait avant la récréation.

Je pense que ces provisions avaient dû rester dans un entrepôt avant de nous arriver. Je peux me rappeler qu'aucun d'entre nous n'aimait le lait parce que, lorsqu'on le mélangeait avec de l'eau il donnait un semi-liquide avec

beaucoup de grumeaux blancs. Quant aux biscuits, on les appelait des "biscuits à chien" (ils avaient la consistance des "milkbones") ce qui n'était probablement pas peu dire, parce que même nos chiens n'en voulaient pas. On peut en rire maintenant, mais je vous assure que ce n'était pas le cas à l'époque, quand on nous forçait presque à les manger.

Votre commentaire m'a rappelé ces souvenirs.

Sincèrement,

Carol Birnie (Wright)
Moosonee (Ontario)
P.S. Je me trouvais alors dans la Réserve des Six Nations.

POW-WOWS



JUIN 1982



- Pow-Wow des Great Peoples
Parc Selkirk
Selkirk, Manitoba
24, 25, 26 et 27 juin
- Festival Indien de Woodland
184 Rue Mohawk
Brantford, Ontario
26 et 27 juin, (le programme commence à 13 heures)
- Pow-Wow annuel de la réserve de Sarnia
Parc Thorndale
Sarnia, Ontario
26 et 27 juin

JUILLET 1982



- Pow-Wow du Centre Indien de N'Amerind
London, Ontario
3 et 4 juillet
- Pow-Wow de la réserve Indienne de Kettle Point
Parc Kettle Point Ball
Kettle Point, Ontario
10 et 11 juillet
- Pow-Wow de Walpole Island
Parc High Banks
Route 40
Walpole Island, Ontario
16, 17 et 18 juillet (service ferry de Algonac Michigan)
- Pow-Wow Grand River
Parc Chiefswood
Réserve Indienne des Six Nations
Oshweken, Ontario
24 et 25 juillet

AOÛT 1982



- Spectacle Indien des Six Nations
Théâtre de la Forêt des Six Nations
Oshweken, Ontario
6 et 7; 13 et 14; 20 et 21 août
(le programme commence au crépuscule)
- Pow-Wow du Centre Indien de Hamilton
Parc Dundas
Dundas, Ontario
14 et 15 août
- Pow-Wow de la réserve Indienne de Ft. William
Thunder Bay, Ontario
14 et 15 août
- Pow-Wow Chippewa of the Thames
Parc Chippewa Ball
R.R. n° 1
Muncey, Ontario
21 et 22 août

SEPTEMBRE 1982

- Pow-Wow Moravian
Parc Moravian Ball
Thamesville, Ontario
4 et 5 septembre